

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

M. LEBEC

Présidentielle : le Medef dicte son programme

REF

Mouvement
des
Entreprises
de France

REF

les choses soient claires. Alors affrontons les contre-vérités qui saturant l'espace public.
Notre pays doit avoir le

■ La guerre en Ukraine

■ Israël-Palestine

■ La gauche espagnole

■ Cuba et les États-Unis

■ 80 ans de départementalisation

■ 1918-1923 : l'Allemagne en révolution

■ La Voie de Lénine

Au sommaire de ce numéro

Présidentielle : face à un Medef qui dicte son programme, affirmer les intérêts des travailleurs	1
La guerre en Ukraine : une escalade sans fin ?	6
Israël-Palestine : guerre et nettoyage ethnique	12
Espagne, la gauche au gouvernement du capital	15
Cuba étranglée par l'impérialisme américain	21
Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion : 80 ans de départementalisation	28
1918-1923 : l'Allemagne en révolution - Leçons d'une révolution fusillée	33
La Voie de Lénine : un journal communiste internationaliste en Belgique sous l'occupation nazie	35

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087

BIC PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Présidentielle: face à un Medef qui dicte son programme, affirmer les intérêts des travailleurs

La campagne pour l'élection présidentielle est lancée. Mais alors que l'été a été marqué par l'incurie de l'État face aux catastrophes climatiques successives, que les classes populaires sont confrontées à une augmentation dramatique des prix du quotidien, que les suppressions d'emplois et les fermetures d'entreprises se multiplient, la campagne se mène d'abord sur les obsessions patronales. Le débat organisé fin août à Roland-Garros par le Medef a donné le ton : chacun dans son style, tous les candidats invités ont fait allégeance aux capitalistes.

ACTU



«Roulez demain aussi», dit une pancarte de cette station : un casse-tête pour le monde du travail qui s'appauvrit.

Les exigences du patronat sont claires : rallonger de multiples façons le temps de travail ; repousser l'âge de départ à la retraite jusqu'à 65 ou 67 ans ; réduire toujours plus les cotisations sociales et les impôts des entreprises ; supprimer 1,5 million de postes de fonctionnaires, c'est-à-dire d'agents territoriaux, de pompiers, d'enseignants, d'hospitaliers... ; réduire de 100 milliards d'euros le budget de l'État mais bien sûr sans toucher à un seul centime des aides, subventions, exonérations qui sont accordées

aux entreprises chaque année par dizaines de milliards.

Ce programme peut se résumer simplement : réduire la part des richesses qui reviennent sous une forme ou sous une autre aux travailleurs, qu'ils soient actifs ou retraités, au chômage, malades ou invalides pour permettre à la bourgeoisie d'accumuler davantage de profits.

C'est le programme du Medef mais tous les candidats se placent sur son terrain. Les plus nombreux, de Glucksmann à Retailleau, cherchent

obséquieusement à satisfaire les patrons et annoncent par avance qu'ils feront verser du sang et des larmes aux classes populaires. Ceux qui font quelques promesses cherchent à prouver à la bourgeoisie qu'elle n'a rien à craindre s'ils arrivaient au pouvoir et que les mesures qu'ils proposent seraient « bonnes pour les entreprises ». Tous considèrent que les « entrepreneurs » prennent tous les risques et sont les forces vives de la nation.

Plusieurs candidats évoquent une « TVA sociale » qui viendrait remplacer tout ou partie des cotisations versées par les employeurs en faisant payer l'ensemble de la population. Ils affirment ainsi vouloir augmenter les salaires en « rapprochant le brut du net »... ce qui signifie au fond réduire le brut sans augmenter le net, c'est-à-dire en vidant les caisses de la Sécurité sociale, celles de l'assurance maladie, du chômage et des retraites, et en imposant aux travailleurs de les remplir d'une autre manière. Même Hollande, pas encore candidat mais déjà en campagne, reprend cette ignominie mise en avant par le grand patronat.

Tous estiment insoutenable la dette de l'État qui atteint désormais les 3 600 milliards d'euros. Sous prétexte de la réduire, ils se disputent pour savoir



Les infirmières de l'association Asalée exigent le paiement de leurs salaires, interrompu suite à l'arrêt de la subvention de l'Assurance maladie. Ici, le 26 mars, à Montbéliard.

quelle fraction de la population, retraités, fonctionnaires, malades, étrangers, chômeurs, doit être étranglée, mais aucun ne demande quelle classe sociale profite de la dette publique. Demanderont-ils des comptes aux actionnaires qui ont encaissé les centaines de milliards d'euros du « quoi qu'il en coûte » versés lors du Covid en 2020 ou de la crise de l'énergie de 2022 ? Évidemment non, pas plus qu'aux entreprises Thales, MBDA et les autres qui profitent des commandes d'armement qui ne cessent d'augmenter. Quant aux banquiers et aux financiers qui encaisseront les 70 à 75 milliards d'euros versés en 2026 au titre des intérêts annuels de la dette, ils seront bien sûr épargnés.

La question des retraites est remise sur la table. Plusieurs candidats veulent reculer l'âge de départ à 65 ans, Édouard Philippe prônant 67 ans. Le Pen avait promis à ses électeurs de revenir à la retraite à 62 ans voire 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler avant l'âge de 20 ans. Pour rassurer le patronat, son dauphin Bardella a assoupli sa position. Le Pen, que la Justice a laissé se présenter malgré sa condamnation pour détournement d'argent public, ne peut pas se dédire complètement avant l'élection. Elle a donc réitéré sa promesse tout en se préparant à rallonger le nombre d'annuités pour toucher une retraite complète et à faire sauter l'âge limite au-delà duquel il n'y a plus de décote.

Le Pen veut montrer patte

blanche au patronat sans perdre ses électeurs issus des classes populaires. Elle fait donc diversion en lançant des propositions choquantes, comme celle d'organiser un référendum pour interdire le voile dans l'espace public. Comme toujours, elle cherche à détourner l'attention des électeurs vers des boucs émissaires pour leur faire oublier les véritables responsables du chômage ou du manque de logement. Une victoire du RN accélérerait l'évolution réactionnaire de la société, renforcerait les racistes, et d'abord au sein de l'appareil d'État, de la police, des services de la préfecture. Un gouvernement RN aurait des moyens supplémentaires de mener une politique autoritaire tournée contre les travailleurs, faisant taire les grévistes, ceux qui contestent ou simplement réclament des hausses de salaires. Pour les électeurs des classes populaires, voter Le Pen, c'est se tirer une balle dans le pied.

MÉLENCHON : DERRIÈRE LE BRUIT, LE RESPECT DU SYSTEME

Jean-Luc Mélenchon et ses porte-parole se distinguent un peu par des formulations au ton radical qui peuvent séduire : « *Il faut interdire les milliardaires* », « *Au-dessus de 12 millions d'héritage, on prend tout* », « *Il faut mettre la dette au congélateur*. » Ces formules dénoncent les fortunes éhontées accumulées par

les grands groupes capitalistes et les banques, mais elles respectent ce qui en est à l'origine : le processus de l'exploitation. Et le contraste est saisissant entre la dictature du capital et les mesures que propose LFI qui sont en réalité dérisoires. Impôt sur les grandes fortunes, taxe de type Zucman, augmentation du nombre de tranches d'impôts, rachat par les banques centrales d'une fraction de la dette publique... tout cela existe depuis des décennies dans divers pays sans avoir empêché les banquiers de dormir et les fortunes de s'accroître.

Mélenchon, comme Fabien Roussel du PCF, qui a annoncé sa candidature le 6 septembre, est capable de dénoncer les inégalités, de réclamer plus de justice sociale mais il ne fait jamais le lien entre l'exploitation accrue des travailleurs et les profits de la bourgeoisie.

Car Mélenchon passe sous silence l'essentiel : ce ne sont pas les gouvernements qui ont le véritable pouvoir mais les capitalistes qui possèdent les grandes entreprises et les capitaux. Même s'il était élu et s'il cherchait à mettre en œuvre quelques-unes des mesures qu'il propose, il se trouverait immédiatement face à des veto de la bourgeoisie. Le « mur de l'argent », invoqué à l'époque du Front populaire par les lointains ancêtres de Mélenchon pour justifier leur politique antiouvrière quand ils ont été au pouvoir, pourrait prendre la forme d'une offensive des marchés financiers. Sous prétexte de l'envolée de la dette, les taux d'intérêt exigés pour prêter à l'État français sont déjà à la hausse, dépassant les 4 %, un taux jamais atteint depuis la crise financière de 2008. C'est déjà une pression exercée sur les ministres en exercice et sur les candidats en lice pour la présidentielle.

Mélenchon pourrait ainsi connaître le sort de Liz Truss, éphémère Première ministre britannique en septembre 2022, poussée dehors par les marchés financiers après qu'elle eut annoncé une baisse massive des impôts sans compensation. Ou bien, tout comme le Grec Alexis Tsipras en 2015, un Mélenchon à l'Élysée finirait par mettre lui-même en



Les drapeaux tricolores flottent au meeting de Mélenchon, à Saint-Denis, le 7 juin

œuvre les mesures d'austérité et les attaques antiouvrières exigées par les marchés financiers.

En réalité, il s'y prépare. Lors de sa déclaration de candidature, le 3 mai dernier sur TF1, il s'est dit conscient que « nous sommes menacés d'une guerre généralisée [...] et nous avons une crise économique et sociale qui s'avance ». Face à ces menaces bien réelles, Mélenchon se pose en dirigeant responsable des « intérêts de la France », ce qui ne peut signifier autre chose que les intérêts des capitalistes français. Dans la crise et la guerre, les intérêts de la bourgeoisie exigeront de faire taire, d'embrigader et d'exploiter davantage les travailleurs. Mélenchon ne manque pas une occasion de défendre la souveraineté française. Pour ne prendre qu'un exemple récent, après que Trump a publié, le 7 septembre, une carte englobant toute l'Amérique du Nord sous le drapeau

américain, Mélenchon a réclamé l'envoi du porte-avions tricolore au large des Antilles, méprisant au passage l'aspiration des peuples des Antilles à s'administrer eux-mêmes. Mélenchon pourrait être le président qui embrigade la jeunesse dans l'armée.

Le candidat de LFI apparaît pourtant à beaucoup, en particulier parmi la jeunesse, comme progressiste voire « antisystème », notamment à cause de l'ostracisation dont il a été l'objet après ses déclarations contre les riches ou ses prises de position sur Gaza ou sur l'islam. Parmi la fraction d'origine immigrée de la classe ouvrière, il apparaît comme un rempart possible contre l'extrême droite.

C'est oublier les raisons profondes qui expliquent la montée du RN élection après élection en France, la montée de l'extrême droite dans de nombreux pays, en Italie où Meloni est au pouvoir

depuis quatre ans, en Allemagne où l'AFD vient de l'emporter dans la Saxe-Anhalt, aux États-Unis sous Trump. Cette progression reflète le rejet des partis qui se sont succédé au pouvoir, dégradant sans cesse la vie des classes populaires, dans un contexte de résignation et de passivité des exploités.

L'extrême droite, sous la forme électorale qu'elle a pour le moment ou sous la forme fascisante qu'elle pourrait prendre à l'avenir, ne pourra être combattue sans s'attaquer aux causes qui la nourrissent, sans que les travailleurs ne retrouvent leur unité en se battant contre les responsables des licenciements, de la hausse des prix, de l'appauvrissement de fractions entières des milieux populaires.

Sur tous les sujets, ce qui dictera la politique des prochains gouvernements est l'évolution de l'économie, de ses contradictions, la concurrence de plus en plus dure entre capitalistes et les rivalités entre les États représentant leurs intérêts.

LA CRISE DU CAPITALISME DICTERA LA POLITIQUE DES PROCHAINS GOUVERNEMENTS

La situation générale de l'économie capitaliste est marquée par la menace permanente d'un krach financier. Un tel krach peut survenir à tout moment, déclenché par l'éclatement de la bulle spéculative sur l'IA où des milliers de milliards sont drainés vers des sociétés comme Nvidia, Google, OpenAI et d'autres, dont la prospérité est largement virtuelle, entièrement basée sur la spéculation et les espoirs de profits qui restent à venir. Il peut venir de la dette faramineuse des États. Celle des États-Unis vient de dépasser les 40 000 milliards de dollars, entraînant une montée des taux d'intérêt.

Le prochain président n'aura bien sûr aucune prise ni sur la marche de l'économie mondiale ni sur la survenue d'un tel krach. Mais dans une telle situation comme lors de toutes les crises précédentes, le futur locataire de l'Élysée, tout comme



Christophe Barthès Maire RN de Carcassonne

POLICIER RACISTE : LE MAIRE DE CARCASSONNE S'EXPRIME

Le maire RN de Carcassonne lâche son policier municipal raciste et misogyne, après qu'un enregistrement datant de 2025 vient d'être rendu public, début septembre.



La multinationale de restauration Sodexo est connue pour ses plans de licenciements (1097 annoncés en août) et son refus de fournir les papiers nécessaires à ses salariés étrangers. Ici, occupation de son siège en 2016.

celui de la Maison Blanche et les autres, appliquera les remèdes prescrits par les banquiers, aussi fatals soient-ils pour les classes populaires.

L'avenir est aussi obscurci par la montée des tensions guerrières et la course aux armements. Entre les candidats, règne le consensus dans ce domaine, qui touche à ce qu'ils appellent « la souveraineté de la France ». « Un heureux consensus sur les Armées » était justement le titre de l'éditorial du journal *Les Échos* du 1^{er} septembre qui se réjouissait car « si les partis politiques s'écharpent sur des mesures à quelques centaines de millions, la défense est peu ou prou protégée... ». Si tous les candidats proposent des coupes dans le budget de l'État, ils sont tous d'accord pour l'augmentation du budget militaire qui aura doublé en dix ans. Le 16 août, en pleine canicule, incendies, sécheresse, et alors que le manque de moyens était criant, la loi rallongeant de 36 milliards d'euros le budget de l'armée pour les six prochaines années a été promulguée.

Malgré l'absence de majorité et en pleine période électorale, cette loi avait été votée par les parlementaires sans contestation sur le fond. Quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle, il ou elle accélérera donc les dépenses militaires. Celles-ci, payées directement par la population, ne servent pas à « aider l'Ukraine » comme le pensent bien des travailleurs et comme

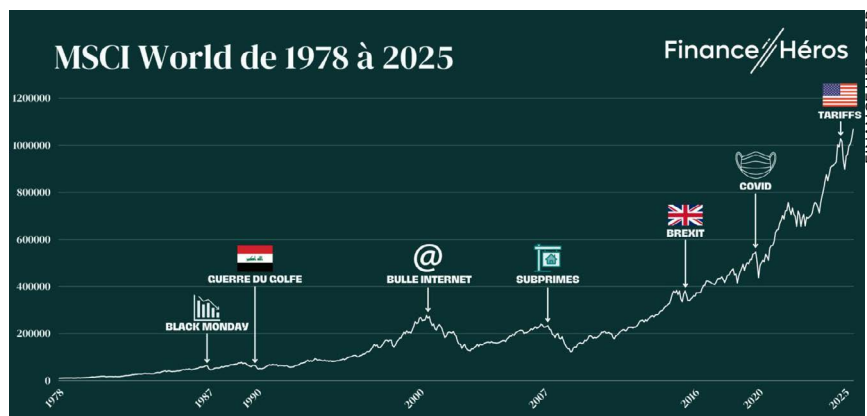
le formule parfois le RN, mais à arroser les capitalistes de l'armement, de l'aéronautique, du secteur de l'électronique et d'autres encore.

Les dépenses militaires servent en fait de plan de relance pour l'économie. C'est la guerre qui a permis à un groupe comme Total d'engranger quelque 11 milliards d'euros de profits en six mois. Ce sont les crises à répétition et les guerres permanentes au Moyen-Orient qui ont permis à l'armateur CMA CGM d'engranger quelque 54 milliards d'euros de profits entre 2021 et 2025. *Les Échos* du 31 juillet faisaient mine de s'étonner de « l'insolente santé des géants du CAC 40 », qui ont réalisé 75 milliards d'euros de profits au cours des six premiers mois de l'année : « Le chiffre d'affaires et le résultat net des plus grandes entreprises françaises ont progressé au cours des

six premiers mois, en dépit d'un contexte compliqué. » Et le rédacteur s'étonnait de la « résilience » de l'économie malgré le blocage du détroit d'Ormuz et les mesures protectionnistes instaurées par Trump. Mais c'est précisément le « contexte compliqué », c'est-à-dire le chaos permanent de l'économie qui donne des opportunités aux capitalistes de spéculer, d'augmenter les prix, de prendre la place de leurs concurrents.

Mais la véritable origine de ces profits est au fond l'exploitation sans fin, le racket de toute l'humanité pour accéder à l'eau et à l'énergie, c'est le pillage des ressources et la destruction de la planète. L'explication de la « résilience », ce sont les salaires gelés, les heures supplémentaires imposées, les effectifs insuffisants, les conditions de travail qui empirent. Ce sont des travailleurs encore à l'usine à 65 ans car ils n'ont pas toutes leurs annuités. Ce sont des ouvriers qui ont travaillé cet été sous 40 °C sans pause supplémentaire. Ce sont les prix qui flambent sur fond de salaires et de pensions bloqués. C'est l'impossibilité de se loger, et pas seulement pour les étudiants, car le montant des loyers explose faute de logements disponibles. C'est le chômage qui repart à la hausse.

Voilà la réalité quotidienne vécue par les classes populaires. Le contraste est saisissant entre les profits éhontés d'une poignée de grands actionnaires et leur appauvrissement régulier. Mais aucun de ceux qui postulent à diriger l'État de la bourgeoisie ne dénoncera ce mécanisme et ce transfert permanent de richesses.



L'indice boursier MSCI (les 1 500 plus grandes entreprises du monde) continue sa hausse, de krach en krach).

AUX TRAVAILLEURS DE DIRIGER, PAS AUX CAPITALISTES

Dans cette campagne, Nathalie Arthaud mettra en évidence devant les travailleurs le bilan de la domination de la société par la bourgeoisie : cette classe et son système ont fait faillite ! Alors qui doit diriger la société ? Est-ce la bande de parasites et de profiteurs qu'est la classe capitaliste qui règne sur la planète ou plutôt les travailleurs qui font fonctionner la société à l'échelle du monde ?

Le grand patronat, les financiers et les capitalistes se présentent comme les forces vives de la société mais ils sont au contraire des obstacles qui empêchent le partage du progrès et la satisfaction des besoins de l'ensemble de l'humanité. Aucun des problèmes des travailleurs ne peut être résolu sans s'affronter à eux. Même pour obtenir un salaire décent, les 2 200 euros qui sont le minimum pour vivre aujourd'hui, même pour enrayer le chômage, interdire les licenciements, il faudra les affronter.

Entre le camp des travailleurs et le camp du Medef, il n'y a pas de milieu !

Il faut que ces idées et ce programme soient défendus dans cette élection et c'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud. Elle affirmera que les travailleurs n'ont pas à être sacrifiés sur l'autel des profits

Sébastien Lecornu

VERS LA GUERRE ?

La France face au réarmement du monde



**Le livre belliciste de l'ancien
ministre des Armées
devenu Premier ministre.**

capitalistes, de leurs guerres et des destructions qu'ils provoquent. Puisque les travailleurs font fonctionner la société, c'est à eux de la diriger. Ils en ont la capacité comme la légitimité.

Ces idées sont minoritaires et à contre-courant. Faute de militants ouvriers se plaçant sur le terrain de la lutte de classe, le point de vue patronal s'exprime sur toutes les ondes, par tous les canaux, au sein des entreprises, à l'école, dans les familles. Des artisans ou des petits patrons écrasés par leurs donneurs d'ordre ou leurs fournisseurs défendent les grands actionnaires et les

milliardaires. Des salariés, pour qui la grande bourgeoisie semble intouchable sont parfois plus en colère contre les chômeurs, les malades, les étrangers, contre ceux qu'ils appellent les « assistés » et qu'ils voient comme des concurrents, que contre ceux qui les exploitent. Ils sont ainsi entraînés dans une véritable guerre entre pauvres.

Les élections, la présidentielle d'avril prochain, comme les élections municipales de mars 2026, permettent aux militants révolutionnaires de faire entendre un tout autre langage et de proposer de tout autres perspectives : l'idée que le capitalisme n'est pas le seul système de production et de répartition des richesses, qu'il peut être renversé. Le salut viendra non d'un quelconque sauveur suprême, mais de ceux qui produisent tout, qui font tout fonctionner, la classe des travailleurs.

Tous ceux qu'inquiète l'évolution réactionnaire de la société, la marche à la guerre, les menaces qui pèsent sur le climat et la planète, les risques d'une crise économique pire encore que celles du passé doivent se préparer à renverser ce système. Tous ceux qui refusent de se résigner et qui pensent que les travailleurs doivent agir eux-mêmes, qu'ils en ont la force collective, doivent se saisir de la candidature de Nathalie Arthaud pour l'affirmer, se compter et se regrouper.

7 septembre 2026



**Nathalie Arthaud, à la fête
de Lutte ouvrière à Presles,
en 2026.**



La guerre en Ukraine : une escalade sans fin ?

La guerre entre l'Ukraine et la Russie, qui dure depuis plus de quatre ans et a, en fait, débuté avec l'installation à Kiev d'un pouvoir pro-occidental en 2014, a changé d'échelle cet été. Aux hommes qui tombent au front, s'ajoutent maintenant de nombreuses pertes civiles à l'arrière. Leur nombre augmente considérablement depuis que les deux belligérants bombardent de façon massive et systématique les villes de l'adversaire et leurs habitants, ses zones commerciales, ses gares, ses entreprises et ceux qui y travaillent.

De Kiev et Lviv à la Sibérie, combien d'Ukrainiens ou de Russes peuvent encore se croire à l'abri de ce terrorisme aérien ? Le franchissement de cette nouvelle étape qui intensifie la guerre pose toute une série de problèmes aux dirigeants des deux pays. D'abord, ils doivent trouver les moyens matériels et humains de poursuivre l'escalade, et surtout d'y surpasser l'adversaire. Ce conflit, les « stratégies » des plateaux télévisés le disent d'attrition. En clair, il aurait pour but l'usure du camp adverse jusqu'à son épuisement définitif. Mais en attendant, Poutine et Zelensky, dont les généraux n'ont jamais assez de chair à canon, exigent toujours plus de sang et de larmes de leurs classes populaires.

En lançant son « opération militaire spéciale », le 24 février 2022, Poutine s'attendait à la chute rapide du régime ukrainien, même soutenu par l'OTAN et l'impérialisme américain. Or, l'invasion n'a pas eu l'effet escompté. L'armée russe piétine et Poutine s'enlise en Ukraine. De surcroît, maintenant, la guerre touche la Russie elle-même et les coups que lui portent les drones ukrainiens perturbent probablement plus son fonctionnement que toutes les sanctions économiques occidentales depuis 2014. Alors, il n'est pas étonnant que le



À Kiev, un immeuble d'habitation après un raid russe, le 2 juin.

régime s'inquiète d'éventuelles réactions de la population face à une situation qui se dégrade brusquement pour elle.

LA GUERRE EN RUSSIE MÊME

On n'en est plus au temps où le Kremlin pouvait persuader une majorité de Russes que leur vie ne se trouvait pas affectée par la guerre. Elle semblait lointaine. Maintenant, chacun la voit à sa porte. Ce n'est plus dans les seules zones frontalières que les drones

ukrainiens détruisent des immeubles d'habitation, mais dans l'Oural, sur la Volga. Ils frappent loin et en grand, et – encore plus gênant pour le régime – à la vue de tous, quand l'incendie d'une raffinerie ou d'un entrepôt géant embrase le ciel de Moscou.

La propagande faisait valoir aux habitants des centres urbains que l'armée n'envoyait se battre que des volontaires, issus de régions pauvres ; qu'ils avaient signé un contrat prévoyant une prime d'engagement, une paie dépassant leur ancien salaire, un gros paquet de roubles en cas de blessure et un

REUTERS



Conscrits russes en 2022, dans la région de Koursk.

pécule pour la famille du soldat, s'il se faisait tuer. Mais l'hécatombe est telle que les autorités ont réduit ces « avantages » et ne versent rien quand l'armée porte juste « disparu » un soldat tombé au combat, ce qui est fréquent.

Même avec 30 000 nouveaux engagés chaque mois, l'armée n'arrive plus à compenser ses pertes. Ces hommes qui lui manquent, elle se les procure de gré ou de force, parfois en les faisant enlever dans la rue. Ses agents, payés à « la tête », y raflent invalides, malades, estropiés, etc., tandis que la police poursuit ceux qui s'interposent. Les autorités de certaines régions font aussi pression pour que des femmes s'engagent, en affirmant qu'elles seraient bientôt mobilisables.

Alors, Poutine va-t-il décréter une mobilisation générale ? Il semble qu'il attend la fin des législatives pour livrer 300 000 combattants de plus à ses généraux. Mais pour quoi faire ?

QUI A INTÉRÊT À CE QUE LA GUERRE DURE ?

De 2022 à mi-2026, selon diverses sources, plus de deux millions de soldats, russes et ukrainiens confondus, ont été tués, blessés ou ont disparu, auxquels s'ajoutent les victimes civiles. Le bain de sang, celui des peuples ukrainien et russe, peut croître, la clique du Kremlin et celle de la Bankova, siège du gouvernement à Kiev, y trouvent chacune leur intérêt.

Poutine et Zelensky ont tellement lié leur pouvoir à la guerre, que sa fin sonnerait la leur, au moins politiquement. La défense de la patrie, qu'ils disent incarner, et la lutte « jusqu'à la victoire » justifient leur action, et tous les sacrifices qu'ils imposent aux classes populaires. Cela englobe la tuerie au front et à l'arrière, la répression contre quiconque met en cause leur régime et, bien sûr, la corruption généralisée, cette taxation colossale de la grande masse, et les détournements de fonds que le pouvoir couvre ou organise, en ne les condamnant que si des rivaux politiques en tirent profit.

Il est un fait que l'arrêt du conflit réduirait fortement les opportunités de gains rapides et de promotion qu'il procure aux fonctionnaires de tout poil et aux affairistes. Vente en gros d'uniformes, construction de fortifications... les marchés militaires ont ouvert un vaste champ d'enrichissement pour quiconque détient une parcelle d'autorité qu'il peut monnayer.

Le pouvoir sévit à l'occasion contre tel bureaucrate pris la main dans le sac. Ainsi, à Rostov, un gradé de rang moyen, qui avait été nommé « meilleur militaire de la région dans l'éducation patriotique des citoyens » en 2024, vient d'être condamné à six ans de prison pour avoir vendu des exemptions à des conscrits. Mais, aussi notoirement vénaux que soient les hommes de l'appareil militaire et de l'État en général, le régime aussi bien russe qu'ukrainien les protège car ils

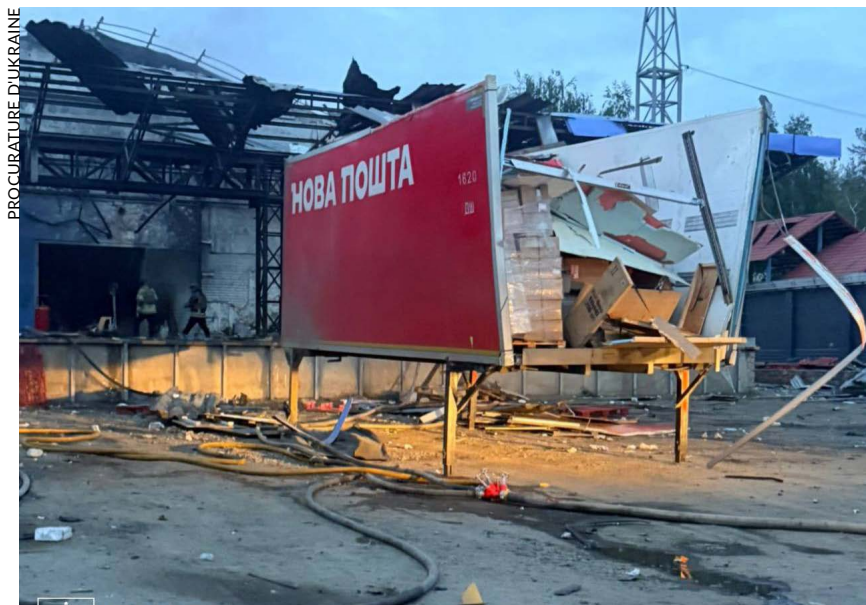
sont sa base sociale, et il ne saurait s'en passer pour tenir le pays et surtout sa population.

À un tout autre niveau, les puissances impérialistes, tout en se voulant à l'écart du champ de bataille, en tirent de larges profits. Les États-Unis affectent de ne plus trop se soucier de cette guerre alors que, depuis la fin de l'URSS, toute leur politique à l'encontre de la Russie y a poussé. Mais, ayant obtenu des Européens qu'ils se chargent d'armer Kiev avec du « made in USA », l'impérialisme américain poursuit ses affaires avec Moscou, en particulier dans les hydrocarbures et l'uranium enrichi, indispensable à ses centrales nucléaires. Ainsi, en 2025, la Russie a couvert 25 % des besoins américains en ce domaine, contre 20 % un an plus tôt, et cela malgré l'interdiction d'importer de l'uranium enrichi promulguée en 2024 !

Les États-Unis leur ayant sous-traité le soutien à Kiev, les pays de l'Union européenne et la Grande-Bretagne ont formé la Coalition des volontaires. Au début, ils disaient que c'était pour veiller à un futur cessez-le-feu en Ukraine. Mais, plus sérieux, il y avait les marchés qu'en attendaient leurs industriels de l'armement. On l'a bien vu, en août, quand en France Macron a claironné qu'il livrerait à Kiev les missiles intercepteurs que l'Amérique lui refuse. En même temps, les Européens veulent placer auprès du régime ukrainien leurs grands groupes, qui lorgnent sur les centaines de milliards qu'il y aura à empocher lors de la reconstruction d'une Ukraine dévastée.

LA « CRISE », MAIS PAS POUR TOUS

Les chaînes d'information tiennent la chronique devenue régulière des horreurs de la guerre. Le 21 août, par exemple, la télévision française a montré les images atroces d'un quartier de Kiev où des drones russes avaient tué 19 personnes et en avaient blessé 180 autres. Les mêmes médias saluent aussi régulièrement les dronistes



À Kharkiv, ce qu'il reste de Nova Pochta, principale entreprise privée d'envoi de lettres et de colis, après le bombardement du 19 mai.

ukrainiens capables de frapper jusqu'en Sibérie, mais cette fois en ne disant que rarement combien de travailleurs et voisins des entreprises ciblées ont trouvé la mort.

Le pouvoir russe se tait aussi sur ce point, parce qu'il craint qu'avouer ses pertes ne révèle certaines de ses faiblesses. Et c'est encore plus vrai depuis que Kiev attaque ses industries pétrolière et gazière, base de l'auto-suffisance énergétique de l'État russe et pilier du budget fédéral. En les visant, c'est au nerf russe de la guerre que s'en prennent les drones ukrainiens.

Dès mi-mai, les attaques d'oléoducs, raffineries et dépôts de carburant ont amputé de plus d'un tiers les capacités de raffinage de la Russie. En juin, le pays n'assurait plus que 35 % de ses besoins en carburant, tandis que des compagnies russes, n'ayant cure d'aggraver la pénurie, exportaient du pétrole à tout va pour profiter de la hausse des cours due à la guerre au Moyen-Orient. Poutine dut en interdire l'exportation.

Depuis, la Russie vit au rythme des rationnements d'essence. Son prix a explosé, comme son marché noir, et parfois aussi la colère d'automobilistes faisant la queue devant des pompes à sec. En fait, la « crise de l'essence » agit comme un révélateur d'un mécontentement, diffus mais plus vaste, car elle met à mal le pouvoir d'achat de la population, qui

est déjà fortement impacté par l'inflation des mois derniers, en liaison avec la hausse accélérée des dépenses militaires.

Cela se manifeste au travers de la raréfaction et du renchérissement de marchandises, dont la distribution se fait par camions. Ensuite, il y a les effets dévastateurs des raids aériens sur les bases logistiques des géants russes du commerce en ligne : Wildberries, qu'on compare à Amazon, et son concurrent Ozon. Fin août, deux millions de mètres carrés de leurs espaces de stockage avaient brûlé ou étaient très endommagés ! Une catastrophe dans ce pays immense, aux points de vente dispersés et mal achalandés, où nombre de consommateurs, commerçants et PME n'ont d'autre choix que d'en passer par ces plateformes et leurs relais.

Le pouvoir russe a d'abord nié la pénurie de pétrole et les problèmes de la distribution. Puis il a concédé « quelques difficultés » dues aux « terroristes ukrainiens » qu'il allait résoudre. Las, le grand quotidien *Izvestia*, pourtant soutien du régime, a révélé le 16 août que seules 28 % des stations étaient approvisionnées. Réseaux sociaux et presse régionale disent la même chose, tels ces soldats, en poste près du front, qui parlent d'engins de combat privés de carburant et des kilomètres qu'ils doivent faire à pied pour se ravitailler.

L'organisme fédéral des

statistiques, Rosstat, vient de publier des chiffres qui indiquent que la consommation augmente, malgré tout. Soit, mais l'image qui ressort de ces données n'a guère de rapport avec la réalité que vivent petites gens et travailleurs.

Ce qui dope les indices de la consommation est celle de millions de riches et de très riches, en particulier ceux qui, du fait des sanctions occidentales, sont interdits de séjour en Occident. Ne pouvant plus aller à l'Ouest, où ils vivaient sur un grand pied entre Miami, Courchevel, la Riviera et Londres, ils se rattrapent bon gré mal gré au pays. Et ce qu'ils y dépensent suffit à stimuler des pans entiers de l'activité dans le commerce, la construction, le transport aérien, le commerce, la restauration, l'hôtellerie, etc., pourvu qu'ils soient de luxe ou de prestige. Et ce phénomène se développe d'autant plus que beaucoup de ces parasites ont continué de s'enrichir grâce à la guerre et à leur proximité avec le pouvoir ; le nombre des milliardaires russes (en dollars) a d'ailleurs encore augmenté en 2026.

RENTE PÉTROLIÈRE ET PILLAGE BUREAUCRATIQUE

On a parfois qualifié la Russie de « pays-station-service ». Son sous-sol regorgeant de pétrole et de gaz qu'il peut exporter, l'État russe dispose là d'une formidable source de revenus. Malgré le caractère prédateur du régime de Poutine, cela lui a assuré jusqu'à peu encore une certaine stabilité et une quasi-absence de contestation sociale. Or, avec l'évolution de la guerre, c'est peut-être ce relatif équilibre dont il se targuait qui est en train de changer.

Bien avant la guerre en Ukraine, le régime a pu puiser dans la manne pétrolière et gazière pour entretenir son armée. Cette armée, il en a fait le symbole de la puissance de l'État, de la place de premier plan que Poutine veut redonner à sa Grande Russie au niveau mondial. Mais derrière les mots ronflants de la propagande patriotarde, il y

EXILENOVA+



Frappes de drones ukrainiens sur une raffinerie de Rosneft, à Syzran, dans la région de Samara. Ici le 21 mai.

a la réalité : l'armée russe fait partie d'un gigantesque appareil de gouvernement, et de parasitage de la société. Depuis le stalinisme, cet appareil, par le contrôle qu'il exerce sur les sources de richesse, reste le terrain nourricier de la couche sociale dominante, faite de millions de bureaucrates désormais plus ou moins embourgeoisés qui forment la base du régime. Ce mode de fonctionnement de l'État dans les conditions de l'après-Union soviétique, notamment le dépeçage de l'économie étatisée par les couches dirigeantes et sociales privilégiées, a permis à celles-ci de s'enrichir de façon fulgurante. Ainsi dans la haute bureaucratie et la bourgeoisie nouvellement réapparue, des magnats – les oligarques – ont mis la main sur les secteurs pétrolier et gazier ainsi que sur leurs revenus.

Malgré ce pillage à grande échelle, le fait que la manne pétrolière et gazière représente près de la moitié des revenus de l'État fédéral a été un atout pour la Russie. Cela lui a permis de s'en sortir un peu moins mal que la plupart des autres pays issus de la décomposition de l'URSS, dans la période du terrible effondrement social et économique dans les années 1990 et ensuite. Or, l'inimaginable vient d'arriver : la Russie n'a même plus assez d'essence pour elle. C'est au point qu'elle doit demander à ses intermédiaires chinois et indiens – qui l'aidaient à contourner l'interdiction de vendre

librement son pétrole – ou à un client comme le Maroc de lui retourner son propre pétrole !

Cette manœuvre n'a pas apporté de réponse durable aux effets des frappes ukrainiennes sur les infrastructures énergétiques russes. Elles ont continué, portant le feu à Tobolsk, Orsk, Volgda, Tioumen, Tchekhov près de Moscou, dans les environs de Saint-Petersbourg... De plus, elles n'ont pas eu que des effets matériels. À Moscou, par exemple, les méga incendies de dépôts de pétrole et d'entrepôts d'un géant du commerce en ligne ne sont pas passés inaperçus. Visibles d'un peu partout, dans beaucoup d'entreprises ils ont fait parler de la guerre des travailleurs qui, jusque-là, affectaient de ne pas la voir. Et ce n'était pas à l'avantage du Kremlin, qui se targue que sa défense aérienne sanctuarise la capitale. Le régime a essayé que les effets des frappes ne soient pas trop sensibles à Moscou ou Saint-Petersbourg. Mais en province, des millions de personnes n'ont pu faire le plein d'essence même après des heures d'attente, d'autres ou les mêmes voyaient des camions abandonnés au bord des routes, des bus à l'arrêt, des ambulances ne pouvant intervenir faute de carburant.

Signes de défiance à l'encontre du pouvoir à l'approche de législatives qui pourraient être suivies d'une mobilisation militaire massive, les agences de voyage ont vu les commandes pour l'étranger affluer. Quant aux agences immobilières

d'Erevan et Tbilissi, les demandes de location de longue durée qu'elles reçoivent ont bondi de 20 % : comme en septembre 2022, quand un million de Russes étaient partis notamment en Arménie et en Géorgie pour échapper à la mobilisation.

LE RÉGIME CRAINT LES RÉACTIONS

Dans ce contexte, il est inévitable que le régime s'inquiète. La situation générale risque en effet d'affecter le soutien, même passif, que lui accordaient de larges pans de la population, désormais atteinte dans son niveau de vie.

Outre pour son budget, les revenus à l'exportation des hydrocarbures sont indispensables à l'État russe pour son armée, pour les commandes au complexe militaro-industriel et à l'industrie au sens large, avec tout ce que cela induit d'effet d'entraînement sur les autres secteurs économiques.

Cela concerne bien sûr d'abord une minorité de la société, les membres de la bureaucratie et de la bourgeoisie petite et grande, qui vivent directement ou indirectement de l'exploitation de la classe ouvrière et des retombées du pillage de l'État. Si les ressources et le budget de ce dernier diminuent, la part du gâteau que tous à ces parasites peuvent se partager se réduira forcément. Et, partant, cela pourrait affaiblir le soutien que les nantis, ou certains d'entre eux, ont accordé à un régime qui défendait si bien leurs intérêts généraux.

Ainsi, les propriétaires des entreprises qui ont vu leurs stocks partir en fumée dans des bombardements, et qui savent déjà qu'on ne les indemniser pas, n'ont certainement pas que des raisons de se féliciter des décisions prises en haut lieu. Il en va de même pour ceux dont l'État menace de confisquer l'entreprise si elle ne prend pas les mesures, coûteuses, que les autorités jugent efficaces pour se protéger des drones. Il y a aussi les petits et moyens bourgeois qui disent craindre que l'État confisque leur « épargne » afin de financer sa guerre en Ukraine, et qui le montrent en vidant leurs



Terminal pétrolier de Saint-Petersbourg incendié par une frappe ukrainienne, le 3 juin.

comptes en banque. Du coup, les retraits d'argent aux distributeurs s'emballent tellement – 24 milliards d'euros de janvier à juillet – que la Sberbank, la plus grande banque du pays, s'inquiète d'une possible crise des liquidités. Et parmi certains secteurs d'une bureaucratie pléthorique et rapace, le soutien au régime n'est peut-être plus aussi assuré qu'il a pu l'être, ses membres voyant se profiler une réduction durable de ce que l'État de cette bureaucratie pourra leur offrir.

Certes, on ne voit pas poindre, au sein de cette bureaucratie, une contestation, même larvée, qui pourrait avoir des relais dans l'armée, comme en 2023 lors du putsch avorté de Prigojine et des paramilitaires de Wagner. Mais, au sommet de l'État, l'alerte n'a probablement pas été oubliée.

Reste une inconnue, et c'est une question cruciale pour les révolutionnaires : quelles seront les réactions de la population laborieuse face à la guerre qui la saisit avec toujours plus de violence ?

Malgré l'ambiance d'union sacrée voulue en haut lieu, des grèves ont éclaté ici ou là dans des usines pour toucher ce que la direction ne payait plus, ou avec retard, exceptionnellement pour une hausse de salaire. Mais il n'y a pas eu de véritables réactions collectives, tant soit peu importantes. Ou pas encore. Une situation guère différente, de ce point de vue, de ce que l'on connaît dans bien d'autres pays. En revanche, la nouveauté, alors que

jusqu'à récemment les travailleurs s'exprimaient peu, voire pas du tout sur la guerre, des bouches se sont ouvertes dans des ateliers, des bureaux, en province ainsi qu'à Moscou, au moins pour commenter les dernières évolutions du conflit. et parfois dans un sens bien éloigné de ce que voudrait le Kremlin.

RÉPRESSION ET MISE AU PAS

Le mécontentement est diffus, mais réel, et le régime ne veut pas qu'il apparaisse. Son objectif immédiat a été d'éviter un vote de défiance en septembre. Bien sûr, le parti présidentiel, Russie unie, est sûr d'emporter les législatives ; la machinerie électorale de l'État y veille. Mais pour le Kremlin, l'enjeu dépasse ce scrutin : il ne veut pas que des opposants se fassent connaître dans cette élection et y acquièrent une certaine notoriété. Alors, police et justice ont fait la chasse aux candidats à la candidature qui n'étaient pas ceux du pouvoir. On les a intimidés, catalogués « agents de l'étranger », dissuadés ou empêchés de se présenter, parfois en les emprisonnant. Et, mesure radicale, la Cour suprême a interdit d'élection le parti Yabloko, partisan du marché et critique de la guerre.

Au-delà de ce qui restera pour lui une péripétie électorale, le régime mène une répression aux visées bien plus larges. Il est vite venu à bout des protestations

collectives qu'avait aussitôt provoquées son invasion militaire de l'Ukraine. Aujourd'hui, toute personne qui met en cause la guerre ou l'armée risque l'arrestation, la prison, voire le camp « de redressement par le travail ». Beaucoup d'opposants, principalement libéraux et démocrates, ont donc choisi de s'exiler, ce qui n'est pas forcément pour déplaire à Poutine. En effet, si son lieutenant Medvedev dénonce avec rage les « déserteurs », « traîtres » et autres « vendus à l'étranger », le pouvoir peut trouver avantage à ce que ceux qui auraient pu incarner une alternative en cas de mobilisation de la population contre le régime quittent le pays.

Alors, de façon préventive, il tente d'enrégimenter la pensée dès l'école. Les cours de « patriotisme » y sont obligatoires, et vouloir y échapper ou critiquer cet « enseignement » peut valoir une condamnation aux parents et aux élèves les moins jeunes.

Sommé, lui, de fournir 3 % d'engagés supplémentaires, l'enseignement supérieur multiplie les offres « alléchantes » telles qu'un accès à l'université ou à l'année supérieure, même en cas de notes insuffisantes, à condition de signer un engagement avec l'armée ; un soutien financier aux étudiants engagés ; la création de filières de technologie des drones auxquelles n'accède que celui qui accepte de rejoindre une unité de dronistes. Ce sera pour un an et à l'arrière, lui fait-on miroiter, alors qu'il signe un CDI et que son affectation dépendra d'un encadrement qui a pour priorité de faire avancer le front en le saturant de soldats, promis à l'abattoir.

LA SEULE ISSUE

Celui qui travaille dans une grande entreprise, surtout de défense, passe souvent pour un privilégié car son emploi le dispense d'aller au front. Mais ce « privilège » est révoquant, et les employeurs publics ou privés en profitent, comme du climat général marqué par la guerre où on a vite fait de se voir accuser de quasi-sabotage, pour imposer aux salariés des conditions de travail



Des soldats russes tentant d'abattre des drones dans un district du Tatarstan, dans la Russie de l'est.

et de salaire qui se dégradent. Il arrive de devoir choisir entre travailler dans un atelier devenu insalubre et dangereux ou se protéger, mais en prenant un congé que le patron refuse de payer, même si ce qui reste de Code du travail prévoit, en théorie, que le chômage technique doit être indemnisé aux deux tiers du salaire de base. Il peut aussi s'agir de devoir travailler douze heures par jour, en équipe, six jours par semaine, pour un ouvrier qualifié de soixante ans dans la métallurgie, en peinant à tenir un tel poste pour un salaire qui permet à peine de vivre décemment. Et il y a les usines qui baissent leurs salaires, celles qui, du fait de la crise, envoient leurs ouvriers au chômage.

Ces exemples, que l'on pourrait multiplier, font partie d'une situation générale, dans laquelle la classe ouvrière paye au prix fort la guerre, sa prolongation et les pressions croissantes du régime. Beaucoup le voient, même parmi ceux qui jusqu'alors préféraient ne pas trop se poser de questions sur la guerre et ses conséquences, sur qui en profite et qui en fait les frais, sur le rôle du pouvoir dans cette fuite en avant qui pousse la population vers l'enfer. À l'usine, au bureau, au travail ou à la pause, certains en parlent maintenant entre collègues sans trop se censurer.

Le régime de Poutine n'a

jamais eu à affronter de mouvement social. Mais c'est sa conviction que cela peut changer qui explique pourquoi il réprime toute expression de défiance, avec une rigueur qui ne se dément pas, et qu'il laisse sa hiérarchie militaire exercer une coercition féroce sur la troupe.

Si le régime entend effrayer la population, lui montrer ce qu'il lui en coûterait de ne pas marcher au pas, c'est que la guerre attise le mécontentement social. Et il sait que, tôt ou tard, cela pourrait pousser la population à se dresser contre lui.

Les sondages, qui restent autorisés en Russie, montrent que de plus en plus de Russes sont las de la guerre, que beaucoup se demandent si et quand elle pourrait se terminer.

Il se peut que la guerre dure encore, ce qu'elle fait déjà depuis des années, avec des sacrifices et des destructions de plus en plus grands pour les populations. Une hypothèse souvent évoquée, bien que les diplomates ne fassent plus autant semblant qu'en 2025 de chercher « une sortie de conflit », est que les puissances occidentales finissent par s'accorder avec Moscou, en y associant Kiev, ou pas, car l'impérialisme lâche souvent ses seconds couteaux quand il n'en a plus l'usage. La « paix » ne serait alors probablement qu'un état transitoire avant une reprise des combats, sur des

cendres toujours chaudes. Les exemples abondent de régions du monde où le système impérialiste, qu'il ait été le responsable direct ou indirect de conflits sanglants, a laissé s'installer une telle situation d'instabilité. Dans le cas présent, de toute façon, les populations ukrainiennes et russes n'auraient pas fini de payer le prix d'une telle « paix », prolongement d'une guerre qu'elles n'ont pas voulue. Elles le paieraient par le renforcement de pouvoirs autoritaires, sinon dictatoriaux ; par la répression de tous ceux que le pouvoir présentera forcément comme des agents de l'ennemi ; par une exacerbation du climat nationaliste, dont les régimes de Poutine et de Zelensky ont infecté leur population et ses relations avec l'autre population dont elle partageait la vie, la culture, souvent la langue depuis des siècles.

Bien sûr, les régimes de Moscou et de Kiev misent, chacun, sur l'éventualité de leur victoire. Mais que la Russie l'emporte ou que ce soit l'Ukraine, appuyée par les puissances impérialistes, cela ne changera rien pour les travailleurs des deux pays. La victoire de « leur » armée serait celle d'un État garant de leur oppression, de leur exploitation par les possédants, les privilégiés du régime, mais aussi par les capitalistes occidentaux qui font affaire avec ledit régime. Les travailleurs auraient tout à craindre de ce qui renforcerait le régime russe ou son homologue ukrainien, des régimes qui agissent déjà depuis des années en ennemis acharnés de leur propre classe ouvrière.

Dans tous les cas envisagés ici, les classes populaires des deux pays sont et seront les grandes perdantes de cette guerre. Pour éviter le sort que ses dirigeants et les autres lui réservent, la classe ouvrière n'aura pas d'autre choix que d'intervenir de façon décidée et organisée sur la scène politique, et d'abord contre des dirigeants qui sont ses pires ennemis, à l'intérieur de son propre pays.

31 août 2026



Israël-Palestine : guerre et nettoyage ethnique

La guerre continue à Gaza depuis près de trois ans. Malgré le cessez-le-feu censé être en vigueur, plus de 1 300 Palestiniens ont trouvé la mort depuis octobre 2025, victimes des bombes, des drones et des balles de l'armée israélienne. D'après le ministère palestinien de la Santé, le bilan total s'élèverait à plus de 73 500 morts du côté palestinien, auxquels s'ajoute un nombre indéterminé de corps – sans doute des milliers – encore enfouis sous les décombres.

La grande majorité des 2,2 millions de Gazaouis ont perdu leur habitation sous les bombes, et sont contraints de vivre sous des tentes, au milieu des ruines. Les seuls Gazaouis qui disposent d'électricité sont ceux, peu nombreux, qui possèdent des panneaux solaires. L'eau potable fait défaut car 90 % des infrastructures d'assainissement ont été endommagées ou détruites. La majorité des hôpitaux et des structures de santé ne sont plus en mesure de prodiguer des soins, et les médicaments manquent. Selon l'ONU, entre 1,4 et 1,6 million de Palestiniens de Gaza subissent « *des niveaux extrêmement graves d'insécurité alimentaire* », en clair la famine.

contrôles tatillons imposés par les soldats israéliens, sont peu nombreux à le franchir. Ainsi, d'après l'Unicef, entre mai et juin 2026, seuls 280 de ses 633 camions partis d'Égypte ont pu être acheminés et déchargés dans l'enclave. Les personnes, elles, doivent emprunter le passage de Rafah, situé lui aussi à la frontière égyptienne, mais son ouverture est bien plus aléatoire et les autorisations de passage restent extrêmement difficiles à obtenir.

Une deuxième phase du plan de Trump était censée débuter le 14 janvier 2026, après la restitution des corps des otages israéliens morts en captivité. Un Comité national

pour l'administration de Gaza (CNAG), composé de quinze personnalités palestiniennes jugées indépendantes, devait alors se mettre en place sous l'autorité d'un Conseil de la paix présidé par Trump lui-même. Aucune de ces structures n'a connu de véritable existence. Le Conseil de la paix a tout de même tenu une réunion inaugurale le 19 février à Washington devant les médias du monde entier, en présence du président américain. Celui-ci s'est livré aux fanfaronnades dont il est coutumier en prétendant pouvoir résoudre tous les conflits de la planète. Depuis, aucune autre réunion ne s'est tenue. Quant au CNAG, il ne joue absolument aucun rôle et ses

LE PLAN TRUMP SANS LA PAIX

Le plan Trump dit de paix pour Gaza, signé en octobre 2025, prévoyait une première phase au cours de laquelle le Hamas devait libérer les derniers otages israéliens détenus à Gaza depuis le 7 octobre 2023, tandis que l'armée israélienne s'engageait à laisser à nouveau entrer l'aide humanitaire. En fait, seul le poste-frontière de Kerem Shalom, au sud-est de Gaza, à la frontière égyptienne, a été ouvert et sert uniquement aux camions qui, du fait des



Les camions d'aide humanitaire entrent au compte-gouttes dans la bande de Gaza, ici à Khan Younès (février 2026).

AP PHOTO/ABDEL KAREEM HANA



Dans Khan Younés ravagée, des blocs de béton jaunes amovibles marquent l'avancée de l'armée israélienne à Gaza.

représentants n'ont même jamais pu se rendre à Gaza, faute d'y avoir été autorisés par les autorités israéliennes.

Selon les accords conclus, l'armée israélienne, qui occupe une zone représentant un peu plus de la moitié du territoire de Gaza, délimitée par une « ligne jaune » matérialisée par des blocs de béton peints de cette couleur, s'était engagée à laisser progressivement la place à une force armée internationale. En réalité, celle-ci n'a jamais vu le jour et, loin de se retirer, l'armée israélienne a repoussé la ligne jaune toujours plus à l'ouest, la rapprochant du littoral. Netanyahu n'a d'ailleurs rien caché de ses objectifs, déclarant fin mai, lors d'une conférence de presse : « *Nous contrôlons maintenant 60 % du territoire. Nous étions à 50 % [après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu], nous sommes passés à 60 %, ma directive est de passer à [...] 70 %.* » Dans la zone contrôlée par Israël, qui s'accroît inexorablement mois après mois, les bulldozers achèvent de détruire tout ce qui ne l'a pas encore été par les bombes, dans le but de rendre impossible tout retour des habitants. Plus de 2,2 millions de Palestiniens se retrouvent donc contraints de survivre dans un territoire devenu un camp de concentration réduit des deux tiers.

LE HAMAS DANS UNE IMPASSE POLITIQUE

De son côté, le Hamas a fait récemment plusieurs gestes pour démontrer qu'il ne voulait pas faire obstacle à la mise en œuvre du plan Trump. Après avoir annoncé le 6 juillet la dissolution de ses instances dirigeantes dans la bande de Gaza, l'organisation islamiste a accepté, début août, le désarmement de ses milices. Celles-ci, très affaiblies par trois années d'une guerre terrible, n'avaient cependant pas disparu et avaient même été capables de reprendre le contrôle des zones évacuées par l'armée israélienne. Entre se dire prêt à désarmer et le faire, il y a bien sûr une différence. Mais le Hamas s'était toujours jusque-là refusé même à une telle annonce.

Ce recul illustre l'impasse à laquelle sa politique a conduit le Hamas, et surtout avec lui la population palestinienne. En menant l'attaque du 7 octobre, en commettant les massacres de civils israéliens et les prises d'otages, le Hamas voulait remettre au premier plan la question palestinienne et conforter son image de seule réelle organisation combattante parmi les habitants des territoires occupés. La population palestinienne l'a payé très cher car Netanyahu a pu se livrer à une véritable guerre d'extermination en bénéficiant

d'un soutien de la population israélienne dont il ne disposait pas jusque-là.

Quoi qu'il en soit de la situation du Hamas aujourd'hui et de son influence dans sa population, il ne disparaîtra pas, ni lui ni les organisations nationalistes palestiniennes en général. La guerre, les destructions, les dizaines de milliers de morts ont inévitablement suscité au sein de cette population un désir de vengeance et fait naître d'innombrables vocations de combattants. La politique israélienne actuelle ne peut que préparer de nouveaux affrontements.

COLONISATION ET NETTOYAGE ETHNIQUE À GAZA ET EN CISJORDANIE

Pour accéder au pouvoir à l'issue des élections législatives de 2022, Netanyahu avait dû constituer une coalition entre son parti de droite, le Likoud, et des partis ultranationalistes et racistes qui représentaient environ 10 % de l'électorat. Leurs représentants ont obtenu des postes importants : Itamar Ben Gvir, chargé de la Sécurité nationale et de la police des frontières, Bezalel Smotrich, aux Finances et à la Défense, entre autres.

Plus encore que ses prédécesseurs, ce gouvernement a donné un coup d'accélérateur à la colonisation de la Cisjordanie, mais elle est la continuation d'une politique commencée bien avant. Par exemple, en août 2025, le gouvernement Netanyahu a approuvé le projet E1 comprenant la création d'environ 3 400 logements pour la population juive en Cisjordanie. Sa réalisation aurait pour conséquence de couper en deux ce territoire et d'y rendre impossible l'établissement d'un État palestinien. Ce projet E1 existe en fait depuis la création, en 1975, de la colonie de Ma'ale Adumim par le gouvernement travailliste dirigé alors par Yitzhak Rabin. L'objectif était de créer une continuité urbaine entre cette colonie et la ville de Jérusalem. Gelé pendant des années, le projet a été relancé, en 1994, par le même Rabin revenu au pouvoir, alors même



Netanyahou (au centre) et Ben Gvir (à droite) lors de l'investiture du nouveau gouvernement de coalition à la Knesset, le 29 décembre 2022.

qu'Israël venait de signer les accords d'Oslo avec l'OLP.

En encourageant la colonisation des terres palestiniennes, les travaillistes eux-mêmes ont nourri la progression de la droite et de l'extrême droite, progression qui a fini par leur être fatale. Après avoir été hégémonique entre 1948 et 1977, le Parti travailliste est aujourd'hui considérablement affaibli, ne recueillant que 5 % des voix, et durablement évincé du pouvoir.

Alors qu'un nouveau scrutin législatif est prévu fin octobre, Netanyahou, que les sondages donnent en mauvaise position, reprend totalement à son compte les discours de l'extrême droite la plus radicale, ouvertement partisan de l'expulsion des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Le ministre de la Défense, membre du Likoud, Israël Katz, a déclaré, le 2 septembre, que son pays était prêt à transférer

les Palestiniens hors de Gaza, à condition que les États-Unis donnent leur accord. Le même jour, son allié et concurrent d'extrême droite Ben Gvir a présenté un plan pour transférer les Palestiniens hors de Gaza avant la fin du mois d'octobre.

Le contexte électoral encourage certes toutes les surenchères. Mais une telle politique serait dans la continuité de celle qui a été menée par tous les gouvernements israéliens depuis 1948. L'État israélien a été fondé en procédant à l'expulsion de plus de 700 000 Palestiniens qui ont trouvé refuge dans des camps à Gaza, en Cisjordanie et dans les pays environnants. Trump n'aurait certainement aucune opposition de principe à la poursuite de cette politique d'expulsion et de nettoyage ethnique, alors qu'il a lui-même évoqué le transfert des habitants de Gaza et la transformation de ce territoire

en une Riviera du Moyen-Orient. Plus fondamentalement, les puissances impérialistes ont toujours tablé sur les oppositions entre les peuples du Moyen-Orient pour mieux imposer leur domination et ne sont pas près d'abandonner une telle politique.

PAS DE PAIX POSSIBLE SANS RENSER L'IMPÉRIALISME

La logique d'affrontement et de spoliation des Palestiniens qui a prévalu depuis la naissance d'Israël a conduit à la mise en œuvre de politiques de plus en plus barbares. La population israélienne le paiera elle aussi, contrainte de vivre en état de guerre permanent et de subir une extrême droite de plus en plus virulente qui tend à imposer sa loi à toute la société.

Seule une rupture totale avec la politique incarnée par Netanyahou peut permettre de mettre fin au conflit israélo-palestinien. Elle suppose de reconnaître les droits nationaux des Palestiniens et de mettre fin à la colonisation. Elle nécessite aussi de rompre avec la politique de l'État israélien, consistant à se faire le défenseur privilégié des intérêts impérialistes au Moyen-Orient, lequel a non seulement contribué à entretenir le conflit israélo-arabe, mais a fait de la région un théâtre de guerre permanent. Défendre une telle perspective implique de combattre toutes les classes dirigeantes, non seulement celles d'Israël mais aussi celles des États arabes, exclusivement préoccupées de défendre leurs privilèges dans le cadre de l'ordre existant.

Ce combat doit faire partie de celui de la classe ouvrière internationale pour renverser l'impérialisme et mettre fin à ce système de pillage et d'exploitation des peuples du monde au profit d'une minorité de privilégiés. Il doit se donner l'objectif de bâtir une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient, au sein de laquelle ceux-ci pourront vivre en paix, avec des droits égaux pour tous.

9 septembre 2026



Des exilés gazaouis tentent de rentrer chez eux après le cessez-le-feu de janvier 2025.



Espagne, la gauche au gouvernement du capital

Régularisation des sans-papiers, soutien affiché à la Palestine, opposition à Trump : le gouvernement de Pedro Sánchez en Espagne entend incarner une gauche capable de conjuguer réformes sociales et résistance aux courants réactionnaires. Si cette orientation tranche effectivement avec celle de nombreux gouvernements occidentaux, le «réformisme» des socialistes espagnols est du même ordre que celui d'autres partis dits socialistes ou sociaux-démocrates en ce début du 21^e siècle : mis à part quelques mesures sociétales, les réformes répondent avant tout aux besoins du patronat.

Pedro Sánchez et son parti, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), sont arrivés au pouvoir en 2018, après avoir mis en minorité le gouvernement du Parti populaire (PP), qui incarnait une droite héritière du franquisme et ennemie déclarée des travailleurs. Sous le gouvernement de Mariano Rajoy (2011-2018), des coupes budgétaires importantes avaient été réalisées dans les dépenses sociales, le droit du travail avait été attaqué massivement et des lois répressives avaient été mises en place, comme la « loi bâillon » dirigée contre les mouvements sociaux. Le gouvernement de Rajoy succédait lui-même à un gouvernement socialiste – celui de José Luis Rodríguez Zapatero, Premier ministre de 2004 à 2011 – qui avait déjà commencé à faire payer la crise aux travailleurs par le recul de l'âge du départ à la retraite, des suppressions d'aides sociales, une loi travail qui facilitait les licenciements, etc.

Plusieurs mouvements sociaux avaient surgi, dans les années 2010, pour s'opposer aux conséquences de la crise et aux politiques antiouvrières menées tant par la gauche que par la droite. Le plus important avait été celui du 15-M, connu hors d'Espagne comme celui des *Indignados* (les Indignés), en 2011.

Pendant des mois, des jeunes et des moins jeunes révoltés s'étaient rassemblés sur les principales places des villes du pays, mettant en cause le fonctionnement d'une société qui ne sert qu'aux riches.

Quelques années plus tard, une nouvelle force politique a canalisé ce mécontentement vers les urnes en copiant un slogan de l'Américain Obama, « Yes we can », en espagnol, Podemos « Nous pouvons ». Son dirigeant de l'époque, Pablo Iglesias, misait sur le rejet du bipartisme et reprenait le slogan

des manifestations : « PSOE-PP, c'est la même m... ». Si Podemos et Iglesias se réclamaient des mouvements de contestation, pour eux le changement devait venir des institutions et d'un nouveau personnel politique qui « ferait de la politique autrement ». En réalité, plus Podemos gagnait du poids politique, plus ses dirigeants donnaient des gages de responsabilité à la bourgeoisie en diluant leur programme. N'ayant jamais réussi à doubler le PSOE, le parti a finalement été la cinquième roue du carrosse dans le deuxième gouvernement



La Puerta del Sol, place du centre de Madrid en 2011. Sur les pancartes : «Piège : ce n'est pas une crise, c'est une arnaque !»

de Pedro Sánchez, de 2020 à 2023. Puis c'est un autre avatar de la gauche radicale, la plateforme « citoyenne » Sumar, qui a pris cette place. Sa dirigeante Yolanda Díaz, membre du Parti communiste, est toujours vice-présidente du gouvernement et ministre du Travail.

Podemos, Sumar et leurs satellites de la gauche dite radicale ont toujours justifié leur présence au gouvernement au prétexte qu'elle obligeait le PSOE à mener une politique « vraiment de gauche ». En réalité, ils ont assumé les attaques contre les travailleurs imposées au gouvernement par la bourgeoisie, confrontée à la crise de son système, et ils ont aidé à les faire passer en permettant aux gouvernements de coalition successifs de se présenter comme les plus progressistes de l'histoire.

Au cours de ces huit années, la politique des gouvernements successifs de Sánchez a consisté à prendre des mesures « sociales » progressistes, du moment que celles-ci ne mettaient pas en cause le parasitisme et la soif de profit des capitalistes et qu'elles aidaient à faire accepter la crise aux travailleurs. Le grand mérite de Sánchez aux yeux de la bourgeoisie est d'avoir réussi à maintenir cet équilibre précaire... au moins tant que l'aggravation de la crise ne le fait pas basculer.

LA POLITIQUE SOCIALE DE SÁNCHEZ

La gauche a pris dans le domaine social toute une série de mesures ; notamment l'augmentation du salaire minimum qui est passé en Espagne de 735 euros brut par mois en 2018 à 1 221 euros brut en 2026. Elle y a ajouté la création d'un Revenu minimum vital pendant la pandémie, des aides au transport et à la culture pour les jeunes, etc.

Sous la pression des mouvements féministes qui ont rassemblé des millions de personnes dans des manifestations à la fin des années 2010 et jusqu'à récemment, une législation considérée comme parmi les plus

progressistes du monde a vu le jour. Les manifestations féministes avaient envahi les rues après l'affaire de « la Meute », un viol collectif commis en 2016 par un groupe organisé. Les coupables avaient été condamnés deux ans plus tard à des peines légères, la loi ne considérant pas cette agression comme un viol parce que la victime était alcoolisée ! La loi portée par Podemos a au moins permis de rendre théoriquement impossible le renouvellement d'un tel verdict.

Il reste que ces politiques n'ont pas enrayé l'aggravation des difficultés sociales ; pire, elles l'ont accompagnée. Rapporté au coût de la vie, et en particulier du logement, le salaire minimum ne permet pas de vivre correctement aujourd'hui, surtout dans les grandes villes comme Madrid où en moyenne 70 % du salaire est consacré au loyer. Le secteur immobilier est particulièrement touché par la spéculation.

Et puis la hausse du salaire minimum ne signifie pas une hausse parallèle des salaires, ni même des bas salaires. Le salaire minimum ne concernait que 3,5 % des salariés à temps plein en 2018, contre 12,7 % en 2024. Plus encore qu'en France, le salaire minimum a surtout rattrapé les bas salaires, qui se retrouvent au minimum.

Le chômage a diminué jusqu'à des niveaux comparables à ceux d'avant la crise de 2008. Mais la contrepartie est que de nombreux travailleurs font plus de 40 heures par semaine, pour un salaire qui permet à peine de survivre, voire cumulent plusieurs emplois. Une grande partie des emplois créés sont précaires ; l'hôtellerie-restauration

en est un exemple, un secteur qui exploite beaucoup de saisonniers, soumis à des horaires fractionnés et insuffisamment payés.

Même en termes de politiques « sociales » les rapports de domination économique demeurent. Pendant que certaines mesures symboliques sont mises en avant, les grands groupes espagnols accumulent des profits record. Selon le journal *El País*, les entreprises espagnoles n'ont jamais gagné autant d'argent qu'en 2025¹. La banque Santander aurait réalisé 14 milliards de bénéfices, suivie de la banque BBVA (10 milliards) et de l'énergéticien Iberdrola (6 milliards).

La croissance économique espagnole souvent vantée repose surtout sur des salaires faibles et sur les bénéfices des réformes du Code du travail héritées des années précédentes, dont le gouvernement Sánchez n'a pas remis en cause les fondements. Les milliards d'argent public distribués en aides aux entreprises, sous prétexte de crise sanitaire ou de guerre, y ont aussi largement contribué, au détriment de l'éducation et de la santé qui sont de plus en plus délabrées.

UNE POLITIQUE MIGRATOIRE CYNIQUE

La régularisation de 500 000 sans-papiers annoncée en avril 2026 a été présentée comme une mesure humaniste majeure. On peut évidemment partager le soulagement des milliers de travailleurs à qui cette régularisation permettra, pour un temps au moins, de louer légalement un appartement, de ne plus craindre la police et d'espérer un contrat de travail qui permette de voir venir. Mais ce n'est que temporaire car la « régularisation » n'est en réalité qu'un permis de travail d'un an, qu'il faudra renouveler en prouvant qu'on a cotisé à la Sécurité sociale pendant un nombre de mois suffisants.

Ainsi ce permis de travail temporaire donne aux patrons un moyen de pression permanent sur ces travailleurs, car celui qui



Sur la porte d'un centre de soins à Getafe, en banlieue de Madrid : « Pas de médecin ».

1 <https://elpais.com/economia/negocios/2026-02-28/las-empresas-espanolas-nunca-habian-ganado-tanto-dinero-como-el-ano-pasado-71000-millones-de-euros.html>

n'est pas assez soumis prend le risque de replonger dans l'illégalité. Les organisations patronales ont d'ailleurs applaudi à cette solution, car elles ont besoin, dans un pays vieillissant, d'une main-d'œuvre bon marché et qui craigne de tout perdre. Miguel Pereira, un conseiller du syndicat des patrons du transport, s'en est félicité, parce que les migrants selon lui « *savent davantage se sacrifier* »². Ces travailleurs restent de toute façon à la merci d'un changement de la situation économique ou politique.

S'il est vrai que, dans une Europe où les discours anti-immigrés et racistes se multiplient, cette mesure donne un autre ton, cet humanitarisme du gouvernement Sánchez est à géométrie variable. La réaction du gouvernement à l'arrivée de dizaines de milliers de migrants dans l'enclave de Ceuta depuis le Maroc fin juillet 2026 a été révélatrice. Pour lui, il s'agissait en priorité de défendre « *l'intégrité territoriale de l'Espagne* »,³ faisant peu de cas des 147 morts, noyés en contournant les structures de défense installées à Ceuta par l'Espagne depuis des dizaines d'années. Les forces armées espagnoles ont aussitôt été envoyées contre des gens dont le seul crime était de chercher une vie meilleure. En réalité la

politique migratoire de Sánchez est tout aussi cynique que celle de ses homologues européens. En échange de la reconnaissance des droits du Maroc sur le Sahara occidental, Pedro Sánchez a obtenu une étroite collaboration avec la police marocaine pour le contrôle des frontières et le renvoi des migrants. C'est aussi son gouvernement qui finance en Mauritanie l'ouverture de prisons destinées à enfermer ceux qui voudraient rejoindre l'Europe par l'archipel espagnol des Canaries⁴.

UN DÉSARMEMENT POLITIQUE FACE À LA MONTÉE DES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Confronté à l'usure de ses huit années au pouvoir, Pedro Sánchez tente une nouvelle fois de se présenter comme un rempart contre l'extrême droite afin de remporter les élections de 2027. Mais s'en remettre à lui pour lutter contre la montée des idées réactionnaires serait une erreur car c'est bien sous les gouvernements de gauche que ces idées ont le plus progressé.

Une évolution réactionnaire s'exprime en effet déjà électoralement. Les dernières élections

régionales, à l'automne 2025 en Estrémadure et début 2026 en Andalousie, une région traditionnellement à gauche, ont confirmé la domination du PP, la droite traditionnelle issue du franquisme, et une progression des résultats de Vox, le parti d'extrême droite apparu il y a une dizaine d'années. Vox revendique plus ouvertement encore l'héritage franquiste et assume franchement un discours xénophobe, antiféministe et ultranationaliste, pour des résultats électoraux en hausse, actuellement autour de 15 %. Les deux partis, ayant en vue les élections générales (législatives) de 2027, se livrent à une surenchère, défendant la mémoire des criminels de la guerre civile et de la dictature. Ils proposent également d'instaurer la préférence nationale – un slogan nouveau en Espagne – pour les services sociaux et sanitaires, pour le logement. À Ceuta, certains de leurs dirigeants n'ont pas caché leur xénophobie assassine quand ils ont proposé, par exemple, d'enlever aux policiers la caméra individuelle qu'ils doivent avoir sur eux lorsqu'ils sont en intervention pour chasser les migrants restés dans l'enclave.

Ces idées s'expriment aussi par l'activisme de petits groupes qui agissent plus ouvertement et plus librement, comme ceux qui sont allés à Ceuta pour tenter d'organiser la population contre les étrangers. À l'été 2025, ils sont parvenus à lancer une chasse à l'immigré à Torre-Pacheco, une ville du sud de l'Espagne. Il a suffi de l'agression d'une personne âgée pour que des militants d'extrême droite accourent dans cette région dominée par les grandes exploitations agricoles où sont employés de nombreux Marocains, s'en prenant à tous ceux qui leur paraissent étrangers.

Dans ce climat, il n'est pas difficile à la gauche de paraître progressiste tant le programme



L'armée espagnole contre des migrants sur la plage de Tarajal, le 31 juillet 2026, à Ceuta.

² <https://elpais.com/economia/2026-04-19/los-empresarios-espanoles-ante-la-regularizacion-es-una-noticia-buenisima.html>

³ <https://elpais.com/espana/2026-07-31/sanchez-denuncia-una-violacion-de-la-integridad-territorial-de-espana-tras-la-llegada-de-miles-de-inmigrantes-irregulares-a-ceuta.html>

⁴ Voir l'article (en espagnol) du journal *El Salto* : <https://www.elsaltodiario.com/fronteras/gobierno-espana-abre-dos-carceles-migrantes-mauritania#> et le rapport (en anglais) de l'ONG Pro Causa : <https://pulitzercenter.org/projects/border-externalization-spain-opens-two-migrant-detention-centers-mauritania>



Assemblée des grévistes d'Airbus à Getafe en juillet 2026.

de la droite et de l'extrême droite est une déclaration de guerre envers les travailleurs et en particulier les plus exploités, les migrants. Mais même sur ce terrain, ce qui s'est passé à Ceuta en août montre les limites des quelques principes progressistes de la gauche. En laissant pourrir la situation et en bloquant les migrants coûte que coûte, le gouvernement a laissé un boulevard au développement des idées xénophobes qui s'expriment par des manifestations de haine et des ratonnades.

En réalité, en faisant payer la crise aux travailleurs tout en accompagnant cela d'un saupoudrage de mesures progressistes, le gouvernement de gauche s'est discrédité auprès de nombre d'entre eux. Ils observent tous les jours le gouffre entre son optimisme affiché et leurs multiples difficultés pour travailler et vivre. Ce gouvernement a aussi contribué à démobiliser les travailleurs. Pendant des années, la ministre du Travail et membre du Parti communiste, Yolanda Díaz, a défendu le prétendu « dialogue social ». Sous son administration, les syndicats n'ont jamais autant eu accès aux cabinets ministériels : dans le même temps les grands groupes voyaient leurs bénéfices se multiplier et les travailleurs leurs conditions de travail s'aggraver. Lorsque les travailleurs

se sont mobilisés dans des luttes ils ont bien souvent trouvé en face d'eux le gouvernement au côté des patrons. Cela a été le cas durant la grève des métallos de Cadix en 2021 : le gouvernement avait alors envoyé la police et un blindé contre les manifestants. Cela a été encore le cas dans la grève d'Airbus, en juillet, puis à partir de fin août 2026, dans laquelle il a usé de son poids dans la commission de conciliation pour faire reprendre le travail au prétexte que Airbus est une entreprise « stratégique ».⁵

LE «NON À LA GUERRE!»

Depuis quelques années, Sánchez fait entendre une voix différente sur le plan international à propos des politiques de guerre. Il a critiqué la nouvelle guerre d'Israël à Gaza et a été dans les premiers à reconnaître l'État de Palestine contre la volonté des États-Unis et d'Israël. Puis le gouvernement a interdit la vente d'armes à Israël, critiqué l'intervention en Iran et refusé la participation de l'Espagne à l'Eurovision aux côtés d'Israël, pour être, comme il le dit lui-même, « du côté correct de l'Histoire »⁶.

Le 18 avril dernier, Pedro Sánchez a organisé à Barcelone, dans le cadre de l'Internationale socialiste, dont il est président, un rassemblement international

sous le nom de Global Progressive Mobilisation. L'objectif était d'apparaître comme un pôle anti Trump, une alternative progressiste au « mouvement réactionnaire international » que représentent Meloni, Trump et Netanyahu. Étaient présents Petro pour la Colombie, Lula pour le Brésil ainsi que d'autres dirigeants latino-américains. Ce rassemblement leur a permis de faire des grandes déclarations sur la paix mondiale et la démocratie, et de présenter le respect du droit international et d'institutions telles que l'ONU comme le moyen de s'opposer aux guerres de Trump.

Il est vrai que cela détonne par rapport aux autres dirigeants européens, y compris des socialistes, à plat ventre devant Trump et Netanyahu. En conséquence, dans le climat politique espagnol il est plus facile de dénoncer publiquement le génocide en cours en Palestine, de nommer les massacres sans subir une attaque en règle des politiciens et des grands médias, voire des peines de prison (avec sursis) pour des militants syndicaux, comme cela a pu être le cas en France.

En fait, Sánchez tient compte de son électorat et de la tradition pacifiste bien présente dans la gauche en Espagne. Cette tradition remonte aux années 1980, lorsque l'Espagne a adhéré à l'OTAN, et surtout à 2003, lorsque le gouvernement d'Aznar avait rejoint la coalition lancée par Bush pour envahir l'Irak accusé de détenir des armes de destruction massive, inventées de toute pièce. Des manifestations gigantesques avaient alors eu lieu, rassemblant plusieurs millions de personnes au cri de « Non à la guerre ! » dans toutes les grandes villes espagnoles. Les manifestants rejetaient à la fois la participation à la guerre et la présence de plusieurs bases militaires de l'OTAN sur le territoire espagnol. Ce sont ces mêmes bases dont Sánchez refuse l'utilisation à l'armée américaine pour sa guerre contre l'Iran.

5 <https://france3-regions.franceinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse greve-illimitee-chez-airbus-en-espagne-le-gouvernement-espagnol-pret-a-s-en-meler-si-cela-est-necessaire-nous-nous-impliquerons-3407189.html>

6 <https://www.rtve.es/noticias/20260515/sanchez-respalda-decision-rtve-eurovision/17070651.shtml>

REUTERS



Sánchez et Lula au congrès «anti Trump», la «Global progressive mobilisation» organisée à Barcelone en avril.

LA DÉFENSE DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE

Ces gestes du Premier ministre espagnol restent pourtant bien symboliques et ne remettent en aucun cas en cause la défense de l'ordre impérialiste. Dans une tribune du *Monde diplomatique* parue en avril dernier, Pedro Sánchez se présente comme l'anti-Trump, opposant à la politique des États-Unis la légalité internationale, s'en remettant à l'ONU qui aurait contribué « ces soixante-quinze dernières années [...] à créer la période la plus stable et la plus prospère de l'histoire de l'humanité ». Comme si les armées des pays riches n'avaient pas mis des régions entières à feu et à sang pendant ces soixante-quinze années pour piller les ressources et accaparer les marchés.

À ces guerres, l'Espagne a participé selon ses intérêts, comme en Afghanistan jusqu'en 2021, aux côtés des États-Unis, de la France et d'autres.

Sánchez s'est rangé derrière les grandes puissances impérialistes quand il s'est agi d'isoler le Venezuela, d'imposer des sanctions, dont la population est la première à pâtir. L'Espagne a accueilli à bras ouverts les opposants à Maduro et, lorsque les États-Unis ont lancé leur opération militaire en 2025-2026, les critiques de Sánchez n'ont pas empêché que, parmi les entreprises qui bénéficient des nouvelles concessions pour exploiter le pétrole vénézuélien, se trouve le groupe espagnol Repsol.

Sur la guerre en Ukraine, le gouvernement espagnol s'est présenté comme un des plus fervents soutiens de l'OTAN ; il a envoyé

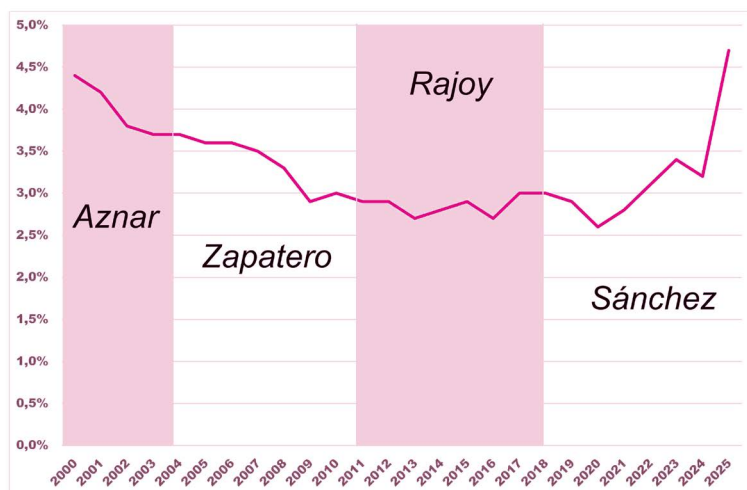
armes et argent à l'État ukrainien, piétinant une certaine tradition nationale anti-OTAN. Le budget militaire a triplé en six ans, devenant le plus élevé de l'histoire récente, et continue d'augmenter. Enfin, l'Espagne est aussi l'un des principaux marchands d'armes au monde, loin derrière les États-Unis et la France il est vrai, mais au neuvième rang tout de même (pour une population au trentième rang) ; ses ventes ont augmenté de 30 % depuis 2018. L'Espagne a aussi quelques champions dans le domaine de l'armement : Airbus Military pour les avions, Navantia pour les bateaux de guerre, qui s'exportent entre autres vers l'Arabie saoudite, ainsi que Indra pour les systèmes électroniques utilisés dans la surveillance et le combat. L'Espagne peut apparaître en retrait face aux politiques bellicistes de nombreux pays européens qui préparent ouvertement leur population à la guerre. Le gouvernement Sánchez s'y prépare aussi néanmoins et il a montré qu'il était capable de mobiliser l'armée, certes surtout contre des populations pauvres.

LA CAUSE DES PEUPLES, UNE POSTURE

Sánchez est souvent cité en exemple comme l'un de défenseurs de la cause palestinienne. Mais le peuple palestinien ne peut en attendre aucune aide réelle.

La classe ouvrière espagnole elle-même a déjà payé cher le fait de faire confiance à des gouvernements se disant amis. En 1936, au moment où les ouvriers d'Espagne se battaient contre les troupes franquistes, les partis socialiste et communiste leur imposaient de reporter la révolution et de placer leurs espoirs dans une intervention des démocraties de France et d'Angleterre, qui n'est jamais arrivée, car ces gouvernements craignaient plus la classe ouvrière que Franco. Tandis que Hitler et Mussolini aidaient Franco, en France, Léon Blum et le Front populaire proposaient une convention internationale de paix et un embargo sur

LDC



Pourcentage des dépenses militaires dans les dépenses de l'État espagnol, de 2000 à 2025, au fil des présidents de gouvernements (de droite en rose ou de gauche en blanc).

FRANCIS



Le Jazan, un navire de guerre, sort des chantiers navals de Navantia à Cadix en 2021 ; une partie d'une commande de l'Arabie Saoudite.

les armes, qu'ils ont été les seuls à appliquer.

Le soutien de Sánchez à la Palestine est du même ordre. Ses déclarations symboliques peuvent réconforter mais elles ne sont pas exemptes d'hypocrisie. Si l'Espagne a officiellement arrêté d'exporter des armes vers Israël, il ne faut pas trop regarder dans le détail. L'industrie de l'armement est tellement intégrée mondialement qu'il y a toujours des collaborations entre des entreprises espagnoles et israéliennes pour des composants et des technologies d'armement ou de surveillance de masse.

Nombre de contrats militaires déjà passés sont honorés au nom du droit bourgeois qui, lui, est tout sauf symbolique.

En réalité, Sánchez n'est que l'héritier de la longue histoire d'une gauche qui a toujours utilisé son crédit dans les milieux populaires pour faire accepter la continuité du système capitaliste et toutes ses catastrophes. Lorsqu'à la fin du franquisme, dans les années 1970, le problème de la bourgeoisie espagnole était de passer sans encombre de la dictature franquiste à une monarchie

parlementaire, son meilleur atout face à une combativité ouvrière largement exprimée a été l'attitude des partis de gauche. Pendant cette période qu'on a appelée la Transition, ils ont tout fait pour canaliser grèves et manifestations et négocier avec l'appareil d'État franquiste, qui avait seulement changé de gouvernement. Les organisations syndicales, dont certaines avaient mené dans l'illégalité des luttes déterminées, se sont alors rapidement transformées comme dans d'autres pays en gestionnaires d'un prétendu dialogue social.

Les élections à venir ne remettront en cause l'évolution catastrophique du capitalisme pas plus en Espagne qu'ailleurs. Une victoire de la droite qui pourrait s'allier à l'extrême droite traduirait politiquement l'évolution réactionnaire de la société. Cela comporte certainement un certain nombre de dangers pour la classe ouvrière espagnole, mais considérer que cette gauche de gouvernement pourrait être un rempart contre une telle évolution serait une erreur. Quarante-vingt-dix ans après juillet 1936, il faut rappeler que lorsque les travailleurs espagnols mirent en échec le coup d'État des généraux, ce fut par des moyens révolutionnaires.

5 septembre 2026



Contre la tentative de coup d'État des généraux d'extrême droite, les travailleurs de Barcelone se soulevèrent en juillet 1936.



Cuba étranglée par l'impérialisme américain

Depuis janvier 2026, Cuba est poussée vers l'abîme par le blocus et les sanctions imposés par les États-Unis. Ces derniers, au nom de la liberté des Cubains, les affament, les privent d'énergie, d'eau, de transports et de soins. Pourquoi l'impérialisme américain s'en prend-il à une île pauvre qui ne le menace pas ? L'offensive actuelle prolonge 67 ans d'hostilité à la révolution cubaine. Elle s'inscrit aussi dans la volonté des États-Unis de rester la puissance dominante dans le monde, surtout face à la montée de celle de la Chine. Cet article revient sur les conséquences et les fondements de cette offensive.

Le 4 janvier dernier, au lendemain de la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro par l'armée américaine, Trump déclarait Cuba « *prête à tomber* ». Le coup de force au Venezuela, destiné à imposer un régime aux

ordres, servait aussi d'avertissement aux États qui refusent de s'aligner sur Washington, en particulier dans ses arrière-cours latino-américaine et caribéenne. Désormais, proclamait Trump : « *La domination américaine sur*

l'hémisphère occidental ne sera plus jamais remise en question. » Le régime cubain, qui a rompu avec cette domination plus que nul autre dans la région, était désigné comme la prochaine cible.

La mise sous tutelle du Venezuela a immédiatement privé Cuba de sa principale source extérieure de pétrole. Puis les menaces américaines de surtaxes contre les autres fournisseurs, notamment le Mexique, qui l'approvisionnait par sa compagnie Pemex, ont achevé d'imposer à Cuba un blocus pétrolier presque complet.

La pression est aussi militaire : moyens navals et aériens dans la Caraïbe, vols de surveillance et scénarios d'intervention évoqués publiquement. L'usage de la force n'est pas exclu. Mais si Pemex, des groupes hôteliers espagnols ou des armateurs comme le français CMA CGM cessent leurs opérations à Cuba, c'est par crainte des sanctions et de perdre l'accès au marché ou au système financier des États-Unis. C'est là que réside en premier lieu la puissance de l'impérialisme états-unien, capable d'imposer sa loi bien au-delà de ses frontières.

Cuba est ainsi asphyxiée. Avant le blocus, sa production pétrolière ne couvrait que 40 % de ses besoins. Washington



Au large de la Floride, Cuba se trouve sur certaines des plus importantes voies du commerce maritime des États-Unis.

n'a autorisé qu'un seul tanker russe, en mars, à livrer l'équivalent d'une douzaine de jours de consommation. Les États-Unis décident aussi quelles entreprises peuvent introduire et utiliser du pétrole à Cuba. Ces volumes importés des États-Unis, faibles au regard des besoins, alimentent un marché privé inaccessible à la majorité, tant les prix se sont envolés.

POUR LA POPULATION CUBAINE, DES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES

Pour une minorité de spéculateurs et d'intermédiaires, le blocus se transforme en bonne affaire ; pour la majorité des Cubains, c'est une catastrophe. L'arrêt des livraisons d'hydrocarbures a frappé un réseau électrique épuisé, aux centrales thermoélectriques vieillissantes, sujettes à de fréquentes avaries. Depuis le début de l'année 2026, Cuba a subi six pannes nationales, dont quatre en juillet et août. En dehors même de ces effondrements, les coupures sont chroniques et massives : 20 ou 22 heures par jour, ou même plusieurs jours d'affilée.

Sans pétrole ni électricité, toute la vie est bouleversée. Les compagnies aériennes ont supprimé l'essentiel des vols, achevant de ruiner le tourisme et les rentrées de devises nécessaires aux importations. Pompes à eau, camions-citernes, tracteurs, chambres froides et transports publics sont mis à l'arrêt. Les ordures s'accumulent dans les rues. Les hôpitaux économisent le diesel de leurs générateurs, annulent opérations et traitements, et doivent se passer de respirateurs et d'autres équipements endommagés par les délestages. Dans les campagnes, des récoltes sont perdues faute d'irrigation ou pourrissent sur place faute de transport.

Ainsi, pour de nombreux Cubains, ne faire qu'un seul repas par jour est devenu habituel. À l'hôpital, il devient ordinaire de risquer sa vie, à cause des coupures d'électricité ou de la pénurie de médicaments et d'instruments élémentaires, que les



Des habitants de La Havane se ravitaillent à un point d'eau, le 3 juin 2026.

malades doivent souvent apporter eux-mêmes.

Washington le sait parfaitement. En avril 1960, Lester Malloy, responsable du département d'État pour les affaires interaméricaines, insistait déjà pour que « *tous les moyens possibles soient mis en œuvre rapidement pour affaiblir la vie économique de Cuba* » afin de « *réduire les salaires* » et « *de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement* ». Étrangler la population pour viser un régime jugé contraire à ses intérêts : telle est la méthode politique des États-Unis contre Cuba.

AVANT 1959, CUBA SOUS LA COUPE DES ÉTATS-UNIS

Nombre de capitalistes américains, petits et grands, de l'agroalimentaire, de l'immobilier, du tourisme, tournent leurs regards vers Cuba, dont ces bourgeois de Floride qui, issus de l'exil cubain, s'imaginent revenir en héros sur l'île, à condition de pouvoir y rafler la mise. Mais ce n'est pas d'abord pour de possibles affaires que Cuba, île pauvre aux ressources limitées, est visée. C'est parce que, depuis 1959, elle a échappé à la tutelle de l'impérialisme américain et a résisté à toutes ses tentatives pour la remettre au pas.

Cette tutelle était ancienne. En 1898, l'intervention des États-Unis dans la guerre d'indépendance cubaine contre l'Espagne – au nom déjà « de la liberté du monde » contre « la tyrannie » – se termina par

l'occupation militaire de l'île. Puis l'amendement Platt, imposé à la Constitution cubaine de 1901, donna aux États-Unis le droit d'intervenir militairement à Cuba, leur garantit de disposer de bases navales sur l'île, dont Guantánamo, et leur permit de contrôler les décisions du gouvernement cubain sur la dette et en matière de traités internationaux.

Les États-Unis étendirent ensuite leur domination non seulement à l'économie sucrière, mais aussi aux terres, aux mines, à l'électricité, aux banques et aux transports. La suppression de l'amendement Platt en 1934 n'y changea rien. Jusqu'à son renversement en 1959, Fulgencio Batista dirigea un pays transformé en une semi-colonie du capital financier des États-Unis. Cette dépendance donna sa forme à l'État cubain : une dictature policière brutale, corrompue et dévouée aux intérêts de ses maîtres capitalistes américains.

L'AFFRONT DE LA RÉVOLUTION CASTRISTE

Le 1^{er} janvier 1959, la guérilla de Fidel Castro renversait Batista, haï de tous. Le programme de Castro n'avait rien de socialiste : réforme agraire, libertés politiques, développement économique et indépendance nationale. Au pouvoir, Castro chercha d'abord un accord avec les États-Unis. Mais leur intransigeance poussa le nouveau pouvoir à se radicaliser. Dès mars 1960, la CIA mettait

AP



Fidel Castro et le vice-président des États-Unis, Richard Nixon, à Washington, le 19 avril 1959. Castro déclara lors de ce voyage qu'il n'était «ni socialiste, ni communiste» mais «humaniste».

en œuvre un programme secret visant à renverser le régime, tandis que la domination du capital états-unien était utilisée pour paralyser Cuba. Mais Castro ne céda pas. L'escalade le mena à prendre les mesures nécessaires pour défendre l'indépendance de l'île : les propriétés américaines furent nationalisées, puis la bourgeoisie cubaine – déjà en grande partie exilée avec ses capitaux aux États-Unis – fut pour l'essentiel expropriée.

Populaire, la révolution permit des transformations d'ampleur. La réforme agraire mit fin aux grands domaines. L'analphabétisme fut vaincu. Cuba devint l'un des pays les moins inégalitaires d'Amérique : l'alimentation de base était assurée, et les niveaux d'éducation et de santé devenaient comparables à ceux des pays riches.

Pour les États-Unis, le crime de Cuba ne résidait pas d'abord dans les expropriations ou

l'alliance avec l'URSS, qui ne vinrent qu'ensuite. L'intolérable était la révolution elle-même et son immense retentissement. Dans une Amérique latine et une Caraïbe misérables, où nombre de dictatures étaient soutenues par les États-Unis, elle avait chassé le sanguinaire Batista. Elle avait montré à des millions d'opprimés qu'il était possible de relever la tête, de recouvrer leur dignité, de tenir tête à l'impérialisme et, en rompant avec son pillage direct, d'échapper en partie aux conséquences de la misère.

Les États-Unis n'allaient jamais l'accepter. Invasion, sabotages, embargo, sanctions, isolement diplomatique ou ouvertures limitées : les méthodes ont varié, mais l'objectif de remettre Cuba sous tutelle est resté. La politique de Trump s'inscrit dans cet héritage, fait de contraintes brutales et de marchandages, contre une société cubaine affaiblie de longue date.

UNE RÉVOLUTION DE LIBÉRATION NATIONALE

La révolution cubaine ne fut ni ouvrière ni socialiste. La guérilla castriste était dirigée par de jeunes intellectuels nationalistes radicaux, s'appuyant sur la paysannerie pauvre. La classe ouvrière n'apparut jamais comme une force politique indépendante, une éventualité contre laquelle Castro et les siens cherchèrent toujours à se prémunir. L'État issu de la révolution était un État bourgeois, capable de s'opposer à l'impérialisme, mais soustrait au contrôle des travailleurs et des masses pauvres. Les nationalisations ne changèrent pas cette nature. La concentration de l'économie entre les mains de l'État lui donna seulement des moyens pour suppléer à l'incapacité de la bourgeoisie locale et tenir face à l'impérialisme.

Castro attendit plus de deux ans après la chute de Batista pour proclamer la révolution « socialiste » et se découvrir « marxiste-léniniste ». L'idéologie stalinienne du « socialisme dans un seul pays » convenait à un régime cherchant à préserver l'indépendance de son État. Pour y réussir, l'existence de l'URSS, qui échangeait ses hydrocarbures contre du sucre cubain à des conditions intéressantes, fut



L'Oncle Sam étendant sa domination à tout l'hémisphère occidental (début du 20^e siècle). Sur le bâton : «La doctrine Monroe, 1824-1905.»

décisive. Mais Cuba n'en restait pas moins otage des rapports de force entre grandes puissances. La crise des missiles de 1962 le montra, et surtout son règlement, sur lequel Cuba n'eut aucun mot à dire.

DEPUIS LA « PÉRIODE SPÉCIALE », LE RETOUR DU MARCHÉ

L'effondrement de l'URSS en 1991 ouvrit une nouvelle séquence. La disparition du pétrole, des crédits, des débouchés et des produits du bloc soviétique, fit disparaître certaines des conditions indispensables qui avaient permis à la population cubaine de vivre, sinon toujours bien, du moins mieux que dans la plupart des pays de la région. Des pièces détachées aux produits de consommation courante, tout manquait désormais. Ces années, connues comme la « période spéciale », furent terribles.

Toujours soumis à l'embargo américain, le régime chercha à survivre en se tournant d'avantage vers le marché mondial : la légalisation du dollar, le développement du tourisme et la création de coentreprises avec des capitaux étrangers en furent le prix. Le tourisme puis, de plus en plus, la vente de services médicaux à l'étranger, firent entrer l'essentiel des devises qui évitèrent l'effondrement total ; s'y ajouta, à partir de 2000, le soutien apporté par les livraisons de pétrole vénézuélien à des conditions favorables.

Mais ces mesures engendrèrent des inégalités sociales entre ceux qui avaient accès aux dollars (par les versements de l'étranger, par les liens avec le tourisme ou les entreprises mixtes) et ceux ne disposant que de leurs salaires ou pensions payés en pesos cubains, dont la valeur relative n'a cessé de baisser.

Sous Raúl Castro dans les années 2010, et plus encore après l'effondrement du tourisme pendant la crise du Covid, le régime relança et approfondit les réformes dans la même voie, pour les mêmes effets sociaux,



MARTIN CHAMBERLAND / LA PRESSE

**Le Yarini, ici en 2025, haut lieu de la bourgeoisie havanaise.
Une bouteille de champagne de France coûte
un à deux ans de salaire étatique moyen.**

élargissant encore la place du secteur privé et des investissements étrangers. En 2021, les entreprises privées, alors limitées à 100 salariés, furent légalisées. Elles sont plus de 15 000 aujourd'hui, et le secteur privé emploie désormais un tiers des travailleurs.

LES TRAVAILLEURS PAYENT, UNE MINORITÉ S'ENRICHIT

Tout en favorisant la petite et moyenne bourgeoisie, le régime fait peser sur les travailleurs l'essentiel du poids de l'embargo et de ses réformes : suppression de centaines de milliers d'emplois publics, dégradation brutale du système de santé, effondrement de la production agricole, inflation (officiellement + 21 % sur les douze derniers mois, sans doute plutôt + 60 à 70 %). Depuis 2018, la mortalité infantile, qui était alors comparable à celle de la France, a été multipliée par 2,5. Cuba importe désormais près de 80 % de son alimentation – jusqu'au sucre – depuis les États-Unis. Le panier universel de rationnement, bientôt supprimé, est depuis longtemps dérisoire – une situation aggravée par l'intensification des détournements vers le marché noir, les restaurateurs privés et la consommation touristique.

La dollarisation approfondit encore les inégalités. Les

magasins privés ou réservés aux achats en dollars offrent des produits introuvables ailleurs, hors de portée des travailleurs payés en pesos. Un salaire étatique mensuel ne paie plus que deux à trois douzaines d'œufs. Alors, comme bien d'autres travailleurs du public, des dizaines de milliers de soignants ont quitté les hôpitaux. Certains se sont tournés vers des activités privées mieux rémunérées, comme chauffeur de taxi ou cafetier. D'autres s'exilent : un à deux millions de Cubains en cinq ans, de 10 à 20 % de la population.

En même temps, les réformes ont fait apparaître une minorité de patrons, importateurs et détenteurs de dollars vivant confortablement. Des commerces privés proposent foie gras importé de France ou bœuf de Kobe à 200 dollars le kilo ; des pick-up Toyota à 50 000 dollars trouvent preneurs. Ce milieu n'est pas séparé des sommets de l'État. Souvent, ces nouveaux riches se recrutent parmi les proches de hauts dirigeants ; les infrastructures de groupes publics s'avèrent bien utiles aux affaires familiales. Raúl Guillermo Rodríguez Castro, petit-fils de Raúl Castro, l'un des interlocuteurs de Washington depuis février, est lui-même connu pour son goût du clinquant et des marques de luxe. L'égalitarisme social qui avait distingué Cuba des autres pays pauvres de la région appartient au passé.

ET/REUTERS



Depuis le printemps, les manifestations contre les coupures d'électricité et les pénuries se multiplient. Ici, à La Havane, lors d'un blackout, le 13 mai 2026.

OÙ VA LE RÉGIME CUBAIN ?

Sous la pression américaine et celle de la crise, le régime accélère dans une voie ouverte depuis longtemps. En juin, l'Assemblée nationale a voté 176 mesures visant à élargir la place du capital privé, parmi lesquelles la fin du monopole d'État du commerce extérieur et l'ouverture accrue aux capitaux cubains et étrangers dans les entreprises publiques, qui pourraient être privatisées ou démantelées. Dès juillet, des secteurs essentiels leur ont été ouverts : stations-service, ports, pharmacies, maisons de retraite, collecte des déchets, énergie ou activités minières et pétrolières.

Le président cubain, Miguel Díaz-Canel, invoque les modèles chinois et vietnamien, toujours au nom du socialisme. En réalité, il ne s'agit pas plus d'aller vers le socialisme que d'en sortir. Tout en conservant le monopole du pouvoir politique, le régime entend favoriser l'accumulation capitaliste privée, aux dépens des travailleurs. Il cherche un compromis avec Washington qui lui permettrait de préserver son rôle dans le partage entre hauts bureaucrates, nouveaux bourgeois et capitaux étrangers. Fin août, Díaz-Canel disait le dialogue au point mort, mais la pression américaine pousse le régime dans la voie de l'accommodement. Le blocus et les sanctions frappent le plus durement la population, mais ils tarissent aussi les rentrées de devises de l'État et de GAESA, le conglomérat contrôlé par l'armée qui concentre les secteurs les plus

rentables, tels que les hôtels, les ports, les magasins, les banques et le contrôle des devises, d'une économie presque à l'arrêt.

L'assise sociale du régime s'est aussi considérablement rétrécie. Les manifestations de juillet 2021, suivies d'environ 1 500 arrestations, de même que, depuis le printemps, les rassemblements de contestation encore dispersés mais répétés, montrent qu'une explosion de colère est possible. Faute d'organisation politique prolétarienne, elle pourrait s'exprimer sous une forme « dégaïste » et risquerait d'être exploitée par des milieux d'opposants se voulant libéraux et démocrates. Ceux-ci, sans avoir encore d'existence véritable dans la société, se sont développés dans le milieu des nouveaux riches de La Havane, notamment parmi les intellectuels et artistes qui y ont leurs entrées. Le cas échéant, ils pourraient aussi offrir de nouveaux interlocuteurs aux États-Unis.

Mais les rapports de force qui déterminent l'avenir de Cuba dépassent de loin l'île : ils s'inscrivent dans la volonté de l'impérialisme américain de réaffirmer sa domination sur « l'hémisphère occidental ».

CUBA, AU CŒUR D'UNE OFFENSIVE QUI LA DÉPASSE

Après la disparition de l'URSS, l'Amérique latine et la Caraïbe avaient reculé dans les priorités des États-Unis, tournées vers le Moyen-Orient, l'Europe orientale et l'Asie. Les États-Unis, qui

avaient multiplié les interventions militaires en Amérique latine jusqu'à Haïti en 1994, n'y avaient plus mené d'opération comparable, hors Haïti, avant les frappes aériennes de 2025 dans la Caraïbe puis la capture de Maduro. Le continent est revenu au premier plan de leurs préoccupations en raison de la concurrence croissante de la Chine, devenue l'un des principaux partenaires commerciaux de la plupart des pays de la région, et le premier de sept d'entre eux. Les capitaux états-uniens restent largement dominants, mais les entreprises chinoises ont pris des positions dans les ports, les réseaux électriques, les télécommunications et les minerais, donnant aux gouvernements de ces pays des marges que les États-Unis veulent réduire. La National Security Strategy publiée fin 2025 affiche ainsi l'objectif du « rétablissement de la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental » et remet au goût du jour la doctrine Monroe : les États-Unis revendiquent leur chasse gardée, cette fois contre la Chine. Le blocus de Cuba, la capture de Maduro, les frappes dans la Caraïbe, les pressions sur le Panama et le Mexique, les efforts pour évincer les entreprises chinoises des infrastructures stratégiques relèvent d'une même politique. Trump ne l'a pas inventée, il l'exprime avec la brutalité qu'exige aujourd'hui la défense de la suprématie américaine.

Washington a également favorisé les dirigeants de droite et d'extrême droite qui, tel Javier Milei en Argentine, ont gagné douze des quinze dernières élections présidentielles en Amérique latine, et voudrait maintenant en tirer parti. En mars, au sommet Shield of the Americas (Bouclier des Amériques), Trump a montré le degré de subordination qu'il entend leur imposer. Mais même Milei n'est pas pressé de sacrifier des relations profitables avec la Chine, notamment dans le secteur du lithium. L'enjeu est aussi le contrôle des ressources et des chaînes d'approvisionnement. Outre le pétrole du Venezuela, la région compte certaines des plus importantes réserves de cuivre,

de lithium, de nickel et, à Cuba, de cobalt, des métaux indispensables aux batteries, aux centres de données, aux réseaux, à l'aéronautique et aux armements modernes.

VERS LE RÉTABLISSEMENT DE LA TUTELLE DES ÉTATS-UNIS ?

Tandis qu'ils exercent et accentuent la pression économique et militaire, les États-Unis cherchent à remporter une victoire politique à Cuba. En août, la CIA a augmenté les ressources qu'elle consacre à l'exploitation des fractures au sein de l'État cubain. L'idéal pour Washington serait de trouver au sein du régime un équivalent de Delcy Rodríguez, hier numéro deux de Maduro, aujourd'hui présidente par intérim et commis des États-Unis au Venezuela.

Les capitalistes américains, eux, commencent à se placer. En mai, les sanctions américaines ont poussé le groupe canadien Sherritt à suspendre, après 32 ans, sa participation à l'exploitation des mines de nickel et de cobalt de Moa, à l'est de Cuba. Des capitaux liés aux États-Unis, et notamment à un proche de Trump, Ray Washburne, se disputent maintenant ses actifs. Les sanctions servent aussi à chasser des concurrents et à préparer un nouveau partage. Nul besoin d'un nouvel amendement Platt : les capitalistes américains, protégés par leur État, sauront y rafler ce qu'ils jugeront rentable. Pour certains bureaucrates de haut rang et nouveaux bourgeois cubains, associés ou intermédiaires potentiels, une telle issue serait prometteuse.

Pour les travailleurs et les masses populaires de Cuba, il n'y a à en attendre ni liberté ni prospérité. Il en irait comme ailleurs en Amérique latine et dans la Caraïbe, où la domination impérialiste signifie toujours la misère, les inégalités vertigineuses, la violence des cartels et des États, et l'exode chaque année de millions de personnes. Même Porto Rico, pourtant territoire des États-Unis depuis sa conquête en 1898, connaît



MARK SCHIEFFELBEIN/AP

Sommet Shield of the Americas (« Bouclier des Amériques »), le 7 mars 2026 à Doral (Floride). Avec Trump : Nayib Bukele, président du Salvador, Javier Milei, président de l'Argentine.

des coupures répétées d'eau et d'électricité, après des décennies de sous-investissement.

Si les États-Unis arrivaient à leurs fins, ils achèveraient de liquider une part de ce que le caractère populaire et radical de la révolution cubaine avait permis d'arracher. La santé, l'éducation et les autres services étatiques sont aujourd'hui très dégradés, mais leur organisation à l'échelle de l'île, le haut degré de formation de nombreux travailleurs et le principe d'un accès pour tous constituent encore une base de progrès. Leur caractère étatique n'a jamais donné le socialisme, mais leur démantèlement au profit du marché serait un recul.

Ainsi, le régime issu de la révolution castriste n'a jamais été si proche d'en devenir le fossoyeur. Différentes combinaisons restent possibles et l'issue est incertaine. Mais même sans cela, pour la population, le pire est peut-être encore à venir. En prolongeant un blocus qui affame et tue déjà, les États-Unis sont prêts à risquer l'effondrement total de Cuba, sans exclure d'éventuels frappes, bombardements, voire une invasion militaire, qui engendreraient un chaos sanglant. L'impérialisme a en tout cas montré bien des fois que de telles catastrophes n'étaient pas de nature à l'arrêter.

CUBA, UN NOUVEL AVERTISSEMENT

L'enjeu, cependant, dépasse le sort de l'île. Après le Venezuela, faire céder Cuba, qui a résisté à treize présidents américains, servirait de nouvel avertissement à tout le continent. Un succès, particulièrement avant les élections de mi-mandat en novembre, offrirait aussi au gouvernement des États-Unis l'occasion d'étayer l'idée que, malgré le résultat désastreux de son intervention en Iran, son agressivité est payante.

C'est aussi à la justifier que sert la campagne de l'administration américaine présentant Cuba comme « une menace extraordinaire ». L'île est accusée d'abriter l'espionnage chinois et russe, de se rapprocher militairement de l'Iran, de soutenir le terrorisme, d'entretenir un vaste réseau d'influence au sein de la gauche américaine et d'être « la capitale du communisme du 21^e siècle ». Cuba serait même liée aux mobilisations contre la police de l'immigration américaine, l'ICE, qui ont fait reculer l'administration Trump à Minneapolis en début d'année. Une île ruinée est transformée en danger intérieur pour justifier l'usage de la force à l'extérieur et désigner comme ennemis ceux qui contestent la politique des États-Unis.

Ainsi, politique intérieure et internationale se durcissent simultanément, procédant d'une

même offensive de l'impérialisme américain à l'échelle du monde pour maintenir sa suprématie. Car si les États-Unis restent dominants, ils voient la Chine progresser. Guerre commerciale, sanctions, contrôle des matières premières et des voies de circulation, réarmement et interventions militaires sont autant de formes de cette offensive, et celle contre Cuba en fait partie.

Les communistes révolutionnaires ne peuvent que souhaiter un échec de l'offensive de l'impérialisme américain contre Cuba. Cela n'implique aucun soutien politique au régime cubain. La révolution de 1959 avait montré qu'une population pauvre pouvait renverser une dictature protégée par la première puissance mondiale et arracher de profondes transformations. Son histoire montre aussi les limites d'une révolution restée sur le terrain du nationalisme bourgeois, dont la classe ouvrière n'a jamais pris la direction.

L'avenir reste à écrire et le dernier mot n'appartiendra ni à Trump ni aux héritiers de Castro. Les travailleurs et les masses pauvres de Cuba ont montré de quelles ressources ils étaient capables. Les leçons de la révolution cubaine doivent être tirées. Elle a pu briser la tutelle directe des États-Unis, mais un petit pays pauvre ne pouvait rattraper les États concentrant capitaux, industrie, technologie et finance.



Department of State
@StateDept

X.COM

À l'origine en anglais et traduit Afficher l'original

.@NEWSMAX : « Le Département d'État publie un rapport stupéfiant accusant le gouvernement cubain de favoriser un réseau anti-américain de longue date d'organisations activistes de gauche aux États-Unis. »



Message du département d'État des États-Unis relayant un reportage du média conservateur Newsmax. En bandeau : « Des groupes liés à Cuba ciblent des bases américaines et des centres de l'ICE. »

Une révolution ouvrière se serait heurtée aussi à ces limites, mais n'aurait pas fait du développement national son horizon, ni cherché sa place dans l'ordre impérialiste. Elle aurait cherché l'issue dans l'extension internationale de la révolution, en faisant tout pour s'appuyer sur la classe ouvrière de la Caraïbe, de l'Amérique latine et des États-Unis. Ni Castro ni même Guevara n'ont suivi cette voie. Leur politique

nationaliste radicale a mené la révolution cubaine dans une impasse. Pour aller jusqu'au bout du combat contre l'impérialisme, la classe ouvrière doit prendre elle-même le pouvoir et inscrire son combat dans celui des travailleurs de tous les pays pour abattre ce système international d'oppression. Car c'est seulement à cette échelle que peut s'ouvrir une voie vers le socialisme.

1^{er} septembre 2026



Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion : 80 ans de départementalisation

Il y a 80 ans, les quatre vieilles colonies françaises de Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion devenaient départements d'outre-mer par la loi de départementalisation, dite aussi d'assimilation, du 19 mars 1946.

À l'aube de ce 19 mars 1946 en effet, les quatre territoires faisaient partie de l'immense empire colonial français. Sous le nom d'Union française, celui-ci comprenait entre autres l'Afrique occidentale française (AOF), l'Afrique équatoriale française (AEF), ainsi que Madagascar et l'Indochine française. Cette loi marquait le début d'un lent et progressif processus de décolonisation opéré par l'impérialisme français sous son strict contrôle.

De Gaulle avait jeté les bases de cette politique lors de son discours de Brazzaville du 30 janvier 1944, tout en précisant l'importance, selon lui, que ces colonies demeurent malgré tout sous contrôle français. C'était cependant la première fois depuis le début de la colonisation qu'un chef de l'impérialisme français évoquait la possibilité pour l'« Afrique française [et] tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau [...] de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires ». Il allait falloir cependant encore bien des luttes et des guerres coloniales, notamment au Vietnam et en Algérie, pour que les ex-colonies françaises accèdent à l'indépendance politique.

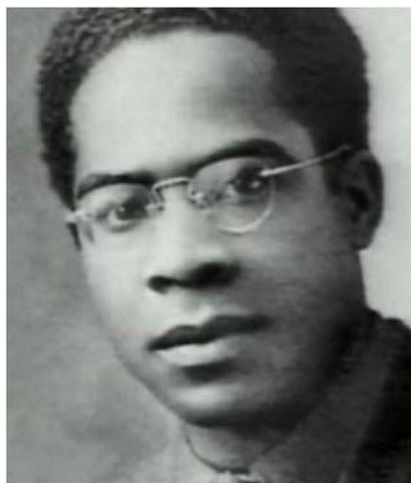
Lors du vote de la loi de départementalisation de 1946, le gouvernement en place était encore le Gouvernement provisoire de la République française

instauré par de Gaulle à la fin de la guerre mondiale, comprenant notamment des ministres communistes.

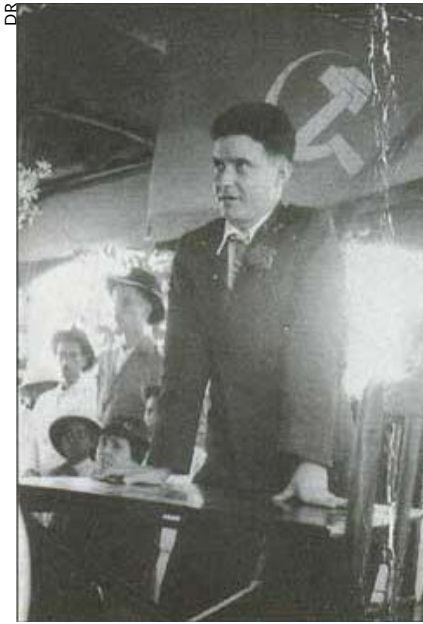
Le Parti communiste français (PCF) ne remettait alors nullement en cause la politique coloniale de l'impérialisme français. Il était un soutien fidèle de la reconstitution de l'appareil d'État de la bourgeoisie française sous la conduite de De Gaulle. Il prônait dans les quatre vieilles colonies concernées la fin de ce statut et l'accès à celui de départements français. Aimé Césaire, député et dirigeant du PCF en Martinique, était le rapporteur de la loi et déclarait : « [...] Cette demande d'intégration constitue un hommage rendu à la France et à son génie. Si les Antilles et La Réunion ont besoin de l'assimilation pour sortir

du chaos politique et administratif dans lequel elles se trouvent plongées, elles en ont surtout besoin pour sortir du chaos social qui les guette. » On ne pouvait plus nettement faire allégeance à l'impérialisme français et se positionner en garant de son ordre social.

La loi est vivement soutenue par d'autres députés du PCF élus fin 1945 et en 1946 : Léopold Bissol de la Martinique, Rosan Girard et Gerty Archimède, de Guadeloupe, Raymond Vergés et Léon de Lépervanche de La Réunion, tous fort populaires dans leurs territoires respectifs. Gaston Monnerville, député radical socialiste de Guyane est alors lui aussi un fervent défenseur de la départementalisation. Le projet de loi est adopté à l'unanimité par les députés.



Aimé Césaire (1913-2008), député, en mars 1946.



Léon de Lépervanche (1907-1961).

UNE CLASSE OUVRIÈRE COMBATIVE

En 1946, la classe ouvrière des quatre colonies a déjà un long passé de luttes qui remonte à la fin du 19^e siècle, quelques décennies après l'abolition de l'esclavage en 1848. Une première révolte des travailleurs explose en septembre 1870. C'est « l'insurrection du sud » en Martinique. Un travailleur noir, Lubin, est alors violemment cravaché par un aristocrate blanc à cheval qui veut l'écarter de son chemin. Quelques jours après, Lubin le retrouve et rend les coups de cravache à cet aristocrate blanc fouettard. Celui-ci porte plainte, Lubin est arrêté et condamné sévèrement. C'est le déclencheur de cette révolte populaire. Des milliers d'ouvriers agricoles se lèvent, incendient les habitations des propriétaires dont certains sont tués. La répression est impitoyable.

Au début du vingtième siècle, l'expression du mécontentement social est forte dans ces quatre vieilles colonies françaises. L'état d'esprit rebelle du temps de l'esclavage, celui des révoltes et du marronnage, demeure vivace. La période est marquée en Martinique et en Guadeloupe par des grèves importantes et souvent générales des travailleurs de la canne à sucre, notamment en 1900, 1904, 1910, 1925, 1936. Tous ces mouvements sont marqués

par des tueries, au cours desquelles les travailleurs tombent sous les balles de la soldatesque coloniale.

La grande grève de 1900 en Martinique est restée célèbre. Dans la ville du François, dix ouvriers agricoles sont tués par l'armée devant une usine sucrière. « Ah, vous êtes du pays des ouvriers du François », s'exclama Lénine, alors à Paris, en rencontrant Juvénal Linval, l'un des tout premiers communistes martiniquais, lors des obsèques de Paul Lafargue.

Le prolétariat des quatre colonies est alors principalement agricole. Les champs de canne sont l'espace de travail et de révolte, ainsi que les usines sucrières. Ces luttes du début du vingtième siècle ont le soutien des dirigeants socialistes Hégésippe Légitimus en Guadeloupe et Joseph Lagrosillière en Martinique. Adhérents du parti socialiste SFIO (section française de l'Internationale ouvrière), ils n'ont pas encore trahi les intérêts des travailleurs comme ils le feront par la suite en prônant « l'alliance capital-travail » en Guadeloupe et « le bout de chemin avec l'usine » en Martinique, c'est-à-dire une alliance avec le patronat de la canne.

À La Réunion aussi, on assiste à partir de 1906 au début de l'organisation des travailleurs, notamment autour du militant ouvrier Henri Vavasseur.

Les luttes se poursuivent dans les années 1920 et 1930.

Le 4 février 1925, la grève des travailleurs agricoles de Duval, sur la commune de Petit-Canal en Guadeloupe, se solde par six morts, tués par la gendarmerie coloniale, et des blessés. En 1935, des milliers de travailleurs marchent sur Fort-de-France dans une marche de la faim restée célèbre. L'année 1936 voit se dérouler de nombreuses grèves en Martinique, en Guadeloupe comme à La Réunion. Le 23 janvier 1937, c'est la grève générale à La Réunion, dont Léon de Lépervanche est un des instigateurs. En Guyane, la misère persistante nourrit le mécontentement qui s'exprime sporadiquement. Puis au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, les luttes des travailleurs de la canne reprennent, toujours de façon large et offensive. En Guadeloupe en 1946, un événement marquant est la grande grève des travailleurs de la canne et de l'usine Marquisat à Capesterre.

LE PARTI COMMUNISTE ET LA LOI DE DÉPARTEMENTALISATION

On trouvait alors à la tête des luttes ouvrières les dirigeants locaux et les militants du Parti communiste français, qui jouissaient d'une immense popularité au sein de la classe ouvrière et de la population laborieuse. Encore aujourd'hui, les noms d'Aimé Césaire, Léopold Bissol, Rosan



Une rue de Pointe-à-Pitre, en 1958.

Girard, Hégésippe Ibéné, Raymond Vergès, de syndicalistes comme Léon de Lépervanche à La Réunion et Auguste Sainte-Luce à la Guadeloupe restent prestigieux dans la mémoire ouvrière. Alors qu'ils cherchaient à aider les travailleurs à sortir de leur grande misère, la départementalisation leur apparaissait comme une voie pour y parvenir. Cela n'allait pas être le cas puisque pendant longtemps encore, près d'un demi-siècle, les discriminations coloniales allaient subsister. Les travailleurs allaient encore devoir se battre pied à pied contre les injustices coloniales, aidés par les militants communistes.

LA COLÈRE DES MASSES CONTRE LA GRANDE PAUVRETÉ

En 1946, les conditions de vie de la population dans les quatre colonies sont encore telles qu'on a du mal à les imaginer aujourd'hui. Elles sont proches de celles des populations africaines. La plupart des travailleurs vivent dans de petites cases, sans eau courante ni électricité. Aux pathologies tropicales comme le pian, le paludisme, la bilharziose s'ajoutent la tuberculose, le rachitisme, les maladies de peau. La mortalité infantile est énorme, l'hygiène et la santé publiques sont quasi inexistantes. L'un des premiers droits sociaux obtenus est l'accès à la sécurité sociale, même si de nombreuses discriminations subsistent dans l'application des textes.

En 1948, au Carbet en Martinique, l'intervention de la gendarmerie fait trois morts au cours d'une grève d'ouvriers agricoles. Le 14 février 1952, pendant la grève générale de la canne, la troupe coloniale tire sur la population dans la ville du Moule, en Guadeloupe, et fait quatre morts.

Il est vrai que la grève des fonctionnaires de 1953 impose au gouvernement, dans les quatre territoires, l'octroi de la prime dite de vie chère de 40 %. Cette prime n'était jusqu'alors accordée qu'aux fonctionnaires venus de France, autrement dit aux fonctionnaires blancs.



Grève des ouvriers du bâtiment sur les grands chantiers de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe en 1971.



Grève de la canne à sucre en Martinique, en 1974.

LA SITUATION COLONIALE VA PERDURER.

Le 24 mars 1961, pendant la grève des travailleurs du Lamentin au Lamentin-Martinique, la gendarmerie tire sur les travailleurs tuant trois d'entre eux. Le massacre de mai 1967 en Guadeloupe restera dans les mémoires. En Martinique, le 14 février 1974 à Basse-Pointe, la gendarmerie tire sur les travailleurs agricoles en grève et fait deux morts et plusieurs blessés sur l'habitation Chalvet. En Guyane, dans les années 1970, des militants indépendantistes sont arrêtés et envoyés en prison dans l'Hexagone. En Guadeloupe, la grande grève des ouvriers agricoles et paysans pauvres de février 1971 est particulièrement offensive contre les capitalistes usiniers, les propriétaires des usines à sucre et des champs de canne. Elle éclate conjointement avec la grève des

ouvriers du bâtiment. Tant dans la canne que dans le bâtiment, les travailleurs obtiennent de fortes augmentations de salaire. Puis l'année 1975 voit une nouvelle grève générale des travailleurs de la canne. À La Réunion en 1991, ce sont les jeunes du quartier pauvre du Chaudron à Saint-Denis qui se révoltent, avant d'autres mouvements par la suite dans ce quartier.

La plus récente grande grève générale aux Antilles est celle de 2009 en Martinique et en Guadeloupe. Cette grève contre la *pwofitasyon* s'exprime en Guadeloupe par la voix du LKP (*Lyannaj Kont Pwofitasyon* ou Alliance contre l'exploitation outrancière). En Martinique, la grève générale est dirigée par un regroupement de syndicats, le KF5 (Komité du 5 février). Sur les deux îles, l'organisation Combat ouvrier (UCI) participe au mouvement. Les deux regroupements mettent en avant la revendication d'une augmentation des salaires de



En Guadeloupe, Max Céleste, représentant de Combat ouvrier (UCI), prend la parole devant le siège du LKP, le 29 janvier 2009.



En Martinique, Ghislaine Joachim Arnaud, représentante de Combat ouvrier, appelle à la grève générale au nom de la CGTM et du collectif du 5 février 2009.

200 euros, ainsi que la lutte contre le mépris colonial du gouvernement français et le racisme des grands patrons békés. À La Réunion dans la même période, des dizaines de milliers de manifestants défilent dans les rues de Saint-Denis derrière un collectif des organisations syndicales, politiques et associatives, le COSPAR. Ils réclament aussi 200 euros d'augmentation de salaire et ajoutent la diminution de 25 % du prix de la bouteille de gaz et l'interdiction des licenciements dans les entreprises réalisant des profits.

En 2017 en Guadeloupe, la grève générale des ouvriers agricoles de la banane leur permet d'obtenir des augmentations de salaire et le respect des horaires de travail. Le 28 mars de la même année en Guyane, 30 000 manifestants défilent contre la politique coloniale du gouvernement français. Le mécontentement est important et les grèves nombreuses, contraignant le gouvernement à dépêcher ses ministres sur place.

Le climat social aux Antilles françaises a continué d'être marqué par des mouvements de révolte. C'est le cas entre juillet et décembre 2021 avec le blocage des deux îles par des barrages mis en place par les manifestants. Tout part de la lutte contre l'obligation vaccinale, mais c'est en fait une explosion de colère contre les bas salaires, le chômage et la misère. Enfin, l'année 2024 voit encore se dérouler d'importantes manifestations contre la vie chère en Martinique

LE PCF, D'UN PARTI MILITANT AU PARTI DE NOTABLES

Pendant une longue période après la loi de départementalisation, le PCF a mis en avant « la lutte pour l'égalité des droits » avec les travailleurs de l'Hexagone. Cela lui a valu l'adhésion des travailleurs, et le PCF, puis les PC locaux, indépendants, y ont gagné la reconnaissance de la classe ouvrière et de la population laborieuse. Petit à petit, des dirigeants communistes ont été élus dans les municipalités importantes : le PCF en 1945 conquiert six fortes municipalités, dont Fort-de-France en Martinique, où Aimé Césaire restera le maire pendant 56 ans, jusqu'en 2001. Le PCF gagne deux circonscriptions législatives sur trois en 1945 et 1946, dont Fort-de-France où sont élus Léopold Bissol et Aimé Césaire. Ce dernier restera député de Fort-de-France pendant plus de quarante-sept ans, de 1945 à 1993.

En Guadeloupe, en novembre 1946, le PCF gagne deux députés sur trois : Rosan Girard et Gerty Archimède, grandes

figures du parti ; le premier est l'un des fondateurs de la section guadeloupéenne du PCF en 1945. En 1947, le PCF remporte sept municipalités sur 34 et non des moindres, comme Le Moule avec Rosan Girard, Capesterre-Belle-eau avec Paul Lacavé, deux bastions ouvriers. Puis le parti, devenu le PCG par la suite, conquiert les plus grandes villes de la Guadeloupe : Pointe-à-Pitre, Basse-Terre, Sainte-Anne, et de grosses communes comme Port-Louis et Petit-Canal. À La Réunion, le mouvement de Vergès et de Lépervanche conquiert 12 municipalités sur 23. Ces derniers seront à l'origine de la section réunionnaise du PCF par la suite, puis du Parti communiste réunionnais en 1959.

Cependant, ces dirigeants communistes qui, au début, apparaissent comme les héros des luttes et des grèves, deviennent ceux des joutes électorales. Peu à peu, les succès électoraux deviennent leurs seuls succès, présentés comme les seuls possibles pour les travailleurs. Les dirigeants communistes deviennent des notables, installés dans une situation qui suffit à leur assurer une carrière politique pour de longues années. Pendant ce temps subsiste un statu quo social et politique fait d'exploitation des travailleurs et marqué par de fortes séquelles coloniales.

Bien sûr, dans les quatre colonies le PCF n'était depuis longtemps pas plus révolutionnaire qu'il ne l'était en France. Membre de l'Internationale communiste dès 1920 sous le nom de SFIC (Section française de l'Internationale communiste), le parti avait ensuite totalement dévié du communisme révolutionnaire en épousant la ligne de la clique stalinienne qui, après la mort de Lénine, avait pris le pouvoir en URSS en écartant brutalement les révolutionnaires de 1917 jusqu'à leur élimination physique quasi totale. Sa politique contre-révolutionnaire en Chine et en Espagne avait mené les révolutions à la défaite. Elle avait fait de l'Internationale communiste un instrument au service des intérêts nationaux de l'URSS et de sa clique dirigeante, et non plus de la révolution mondiale. Le PC, devenu PCF, était resté fidèle à



En Guyane, grève générale, le 28 mars 2017.

cette politique stalinienne et il ne fallait donc pas compter sur ses dirigeants dans les quatre ex-colonies pour tenter de faire déboucher les luttes ouvrières sur des luttes révolutionnaires pouvant remettre en cause le statu quo social et politique.

Sur le plan économique, il a fallu attendre les années 1980 et 1990 pour qu'une certaine égalité sociale s'instaure avec les travailleurs de l'Hexagone. Ce n'est que dans cette période, par exemple, que les travailleurs ont perçu très progressivement le même montant du Smic que ceux de l'Hexagone et bénéficié des mêmes droits sociaux liés à la Sécurité sociale, les mêmes allocations familiales et aides sociales.

LES SÉQUELLES DU COLONIALISME

Aujourd'hui, le colonialisme d'autrefois a disparu, ainsi que l'extrême misère. On ne meurt plus des pathologies tropicales. On ne tire plus sur les travailleurs en grève, du moins jusqu'à maintenant. Mais les séquelles coloniales demeurent tenaces. En Martinique, ce sont les anciennes familles blanches, autrefois propriétaires d'esclaves, les békés, qui concentrent en leurs mains les terres agricoles. Elles possèdent d'immenses bananeraies, l'industrie du rhum et presque toutes les entreprises de la grande distribution, les concessions des grandes marques automobiles entre autres et une kyrielle d'entreprises. En Guadeloupe,

à part les terres sur lesquelles elles ne règnent plus en maîtres, ces grandes familles règnent encore dans les mêmes secteurs. Le Groupe Bernard Hayot (GBH), issu de la plus riche famille békée, contrôle la grande distribution en Martinique et en Guadeloupe, et en partie à La Réunion.

En Martinique, en Guadeloupe et en Guyane il existe une forme de racisme officiel qui veut que, à part les élus locaux, tous les dirigeants administratifs et économiques ou presque sont blancs alors que la population est majoritairement noire ou d'origine indienne, amérindienne en Guyane. Cette situation continue d'alimenter le sentiment d'oppression raciale dans la population.

Sur le plan social, le chômage est deux fois plus important en Guadeloupe et à La Réunion que dans l'Hexagone avec des taux de 17 % et 16 % de la population active contre 8,3 % dans l'Hexagone. En Martinique, ce taux est de 14,4 %.

À La Réunion, une dizaine de familles très riches concentrent entre leurs mains une bonne partie de l'économie. Certaines figurent dans la liste des 500 plus riches familles de France. À côté d'elles, des milliers de travailleurs et de pauvres vivent dans la misère.

Historiquement, toutes ces familles ont largement profité du système colonial. Aujourd'hui la loi pour le développement de l'outremer (LODEOM) permet aux patrons réunionnais et des autres départements d'outremer

d'économiser des millions grâce à la décentralisation. À La Réunion, le bénéfice en est estimé à 1,6 milliard d'euros. Dernièrement, la région Est de l'île a été érigée en zone franche d'activités nouvelle génération (ZFANG). Il s'agit de faire bénéficier les entreprises présentes sur ce territoire d'un dispositif encore plus favorable d'aides publiques. En même temps, un haut fonctionnaire de la police a été récemment nommé dans l'île, par Paris, au détriment de cadres locaux ayant les mêmes compétences, une nomination qui a encore été vue comme une discrimination de nature coloniale. La départementalisation n'a toujours pas fait disparaître les séquelles du colonialisme et, sous les tropiques, le capitalisme se porte d'autant mieux que les salaires sont généralement plus bas, entretenant une pauvreté qui y est bien plus importante que dans l'Hexagone.

UN CAPITAL DE LUTTES PRÉCIEUX

Ce sont les luttes des travailleurs qui ont pu contraindre l'État français à respecter sa propre loi de départementalisation et à prendre d'autres mesures instaurant les mêmes droits pour les travailleurs des quatre ex-colonies que pour ceux de l'Hexagone, mais il a fallu 50 années pour cela. Conformément à une vieille politique bourgeoise et aux traditions du colonialisme, l'État et les possédants ont toujours voulu faire comprendre aux peuples et aux travailleurs qu'ils devront toujours payer très cher la conquête du droit à une vie meilleure, au prix de nombreuses luttes et d'une répression même sanglante.

La classe ouvrière des Antilles, de Guyane et de La Réunion est aujourd'hui forte de cette mémoire collective, une mémoire et un capital d'expériences qui seront précieux dans les luttes à mener contre les séquelles bien présentes du colonialisme et contre le système capitaliste lui-même.

5 septembre 2026



1918-1923: l'Allemagne en révolution

Allemagne 1918-1923 - Leçons d'une révolution fusillée,
Anne Deffarges, Atlande, 2026.

Après la boucherie de la guerre mondiale et dans le prolongement de la révolution russe d'octobre 1917, la classe ouvrière allemande est elle aussi partie à l'assaut du pouvoir de la bourgeoisie entre fin 1918 et 1923. La profondeur de ces cinq années de révolution et l'histoire complète de son écrasement par l'alliance des officiers réactionnaires de l'armée et des dirigeants du parti social-démocrate (SPD) restent peu connues¹.

Le livre d'Anne Deffarges, qui vient de paraître, revient sur ces années cruciales, en prenant le contre-pied de la version sociale-démocrate et officielle de l'histoire, en particulier telle qu'elle est enseignée en Allemagne. Il nous plonge, de manière claire et vivante, aux côtés des militants ouvriers de l'époque, de leur courage et de leurs espoirs, au cœur de leur combat face à la contre-révolution et aux manœuvres incessantes des dirigeants du SPD, alliés à toutes les forces de la bourgeoisie pour désarmer politiquement puis écraser militairement les travailleurs.

L'enjeu des batailles qu'a menées la classe ouvrière à l'échelle de l'Europe après la guerre, c'était l'alternative « socialisme ou barbarie », selon la formule de Rosa Luxemburg. Une victoire prolétarienne en Allemagne, principal pays industrialisé d'Europe, aurait sorti la Russie révolutionnaire de son isolement et ouvert bien des possibilités pour aller vers une économie socialiste. Lénine l'a souvent exprimé, « si la

révolution allemande ne vient pas, nous sommes perdus »².

En Allemagne, la période révolutionnaire, ouverte en novembre 1918 par la révolte des marins, gagna en quelques jours l'armée et les usines ; le pays se couvrit de conseils ouvriers similaires aux soviets de Russie. Ce premier assaut, trahi et réprimé par le gouvernement SPD en janvier 1919, allait rester marqué par l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, les dirigeants les plus connus et influents parmi ceux qui avaient maintenu le drapeau de l'internationalisme ouvrier pendant la guerre.

Cette répression n'a pas clos

la période révolutionnaire. En mettant en lumière des ouvrages existants, en s'appuyant sur des travaux récents d'historiens allemands, des écrits politiques de protagonistes non traduits jusque-là, mais aussi sur des témoignages et des romans de l'époque, le livre nous montre, mois après mois, l'évolution de nouvelles couches de travailleurs, jusqu'aux plus opprimés comme les ouvrières ou les femmes au foyer ; par millions, ils s'éveillent à la vie politique, discutent, réfléchissent, s'engagent, s'organisent, combattent. République des conseils ouvriers en Bavière ; insurrections dans plusieurs villes ; armée rouge



Manifestation ouvrière aux usines Krupp, à Essen, pendant l'occupation française de la Ruhr, le 31 mars 1923.

1 Deux ouvrages importants et engagés ont été publiés en français : Pierre Broué, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Les Éditions de minuit, 1971 ; Chris Harman, *La révolution allemande 1918-1923*, La Fabrique, 2015 (édition originale, 1982).

2 Lénine, « Discours au VII^e congrès extraordinaire du PC (b) R » (6-8 mars 1918).



Eugen Leviné,
exécuté le 5 juin 1919.

dans la Ruhr ; puissante grève générale de 1920 qui balaye un coup d'État militaire mais qui, faute d'une direction ouvrière suffisamment lucide et déterminée, cède le terrain aux forces réactionnaires ; année 1923 marquée par la violence de l'occupation française, puis par la montée du péril fasciste et une nouvelle montée révolutionnaire finalement avortée...

LE COMBAT POUR CONSTRUIRE UN PARTI COMMUNISTE

Autant de situations variées et complexes auxquelles ont été confrontés les militants du jeune Parti communiste, né en pleine tempête révolutionnaire et décapité une première fois. Le livre expose les différents problèmes qui se sont posés à lui, et en particulier comment la répression, puis l'isolement et plusieurs décisions erronées jusqu'en 1921 l'ont empêché de sélectionner une direction capable de mener la classe ouvrière jusqu'à la prise du pouvoir. Même si ces militants ont cherché leur inspiration dans la politique couronnée de succès du Parti bolchevique et trouvé le soutien de l'Internationale communiste, fondée en 1919 – dont le rôle est surtout décrit après l'année 1921 – une telle direction ne pouvait être forgée de l'extérieur.



Les dirigeants du SPD, Friedrich Ebert, président de l'Allemagne (en manteau long) et Gustav Noske, ministre de la Défense (à droite de la photo, en civil) passent des troupes en revue, en compagnie de l'état-major, à Munich, le 25 août 1919.

Ce parti, le plus puissant parti communiste ayant existé en dehors de l'Union soviétique avant la Deuxième Guerre mondiale, n'avait rien à voir avec ce que seront ensuite les partis stalinisés : parti vivant et dynamique, il s'enracinait de plus en plus dans les usines, regroupant les ouvriers qui se détournent de la social-démocratie, et comptant jusqu'à des centaines de milliers de membres.

APPAREIL D'ÉTAT ET SPD MAIN DANS LA MAIN POUR ÉCRASER LA RÉVOLUTION

Le camp d'en face, celui de la bourgeoisie et de son appareil d'État rallié à contrecœur à la République en 1919, a montré de quelle sauvagerie il est capable lorsqu'il craint de perdre le pouvoir : avec la complicité active et répétée des dirigeants du SPD, l'armée, alliée à des milices réactionnaires, les corps francs, a multiplié exécutions sommaires et massacres, et envoyé, comme le raconte ce livre, les premières bombes aériennes de l'histoire sur les quartiers ouvriers de Berlin en mars 1919. La justice aussi s'est acharnée : interdictions régulières de la presse communiste, arrestations, condamnations de militants à des années de prison, voire à la mort comme le jeune dirigeant Eugen Leviné, qui a jeté à la tête de ses juges : « *Nous autres communistes sommes tous des morts en sursis. [...] Vous pouvez bien me tuer, mes idées continueront à vivre !* »

Le camp des exploiters n'aurait pas pu vaincre sans la trahison du parti social-démocrate (SPD) : ce grand parti ouvrier, profitant du crédit gagné par des générations de militants, à la tête de dizaines de journaux, de coopératives, de syndicats, avait déjà fourni à la bourgeoisie des propagandistes patriotes en 1914. Puis ses dirigeants les plus droitiers, les Ebert et Noske, se sont portés à la tête de la révolution de novembre 1918 pour mieux la désarmer, puis organiser et assumer eux-mêmes sa répression sanglante. Quant aux autres, en particulier Karl Kautsky, regroupés dans le Parti social-démocrate indépendant, ils ont été complices des massacres par leurs tergiversations et leurs positions hypocrites incessantes. Dans cette période où les classes sociales s'affrontaient directement pour le pouvoir, ces faux amis des travailleurs ont offert une planche de salut aux capitalistes.

L'humanité a payé l'échec de la révolution allemande par le maintien du capitalisme et de l'impérialisme, et par plus d'un siècle de barbarie supplémentaire. Réfléchir à ses causes et tenter d'en tirer les leçons pour l'avenir est essentiel dans cette période où l'évolution du monde capitaliste est plus que jamais marquée par les crises et les guerres.

5 septembre 2026



Abraham Léon (1918-1944)

La Voie de Lénine: un journal communiste internationaliste en Belgique sous l'occupation nazie

En 1939, l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale ne fut certes pas une surprise, tant elle avait été annoncée par tous les événements précédents. Elle l'était encore moins pour les militants trotskystes, qui y avaient été préparés par toutes les analyses de Trotsky lui-même, formulées dans de nombreux textes.

La proclamation de la IV^e Internationale, en septembre 1938, visait à préparer les militants communistes internationalistes à faire face à cette guerre et aux événements révolutionnaires qu'elle pouvait entraîner. Le *Manifeste de la IV^e Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, dit *Manifeste d'alarme*, écrit en mai 1940, insistait encore sur le caractère impérialiste de cette guerre, sur le piège que pourraient constituer toutes les politiques de « défense de la patrie » et notamment sur le mensonge consistant à présenter cette guerre comme celle « des démocraties contre le fascisme ».

Défendre une politique internationaliste allait évidemment se révéler ardu pour les militants trotskystes, tout d'abord du fait de la guerre elle-même, mais aussi du fait de la pression des courants patriotiques, appuyés par les staliniens à partir de 1941. En France même, une partie du courant trotskyste y fut sensible et c'est en réaction à ses errements nationalistes que naquit le courant de l'Union communiste dont est issue Lutte ouvrière. C'est pourquoi nous sommes heureux aujourd'hui, grâce au travail de nos camarades de Belgique, de disposer d'une sélection d'articles de *La Voie de Lénine*, un journal publié par les militants trotskystes de

Couverture de *La Voie de Lénine*, octobre 1941



Entête du journal d'entreprise du comité de lutte dirigé par Jules Davister.

ce pays pendant la guerre et qui a su, malgré toutes les difficultés, exprimer une politique révolutionnaire internationaliste au sein de la classe ouvrière. Elle est éditée par *Lutte ouvrière* dans la série des brochures du Cercle Léon Trotsky, sous ce titre.

Pendant trois ans, entre 1941 et 1944, *La Voie de Lénine* sortit clandestinement, tous les mois, en pleine guerre mondiale, dans la Belgique sous occupation allemande. Ses militants refusaient de choisir entre les deux camps impérialistes qui s'affrontaient pour la domination du monde. Ils défendaient leur camp, celui de la classe ouvrière, qui seule pouvait transformer ce massacre en révolution et mettre fin à la barbarie du capitalisme.

Avant la guerre, l'organisation trotskyste belge comptait quelques centaines de militants, dont une majorité d'ouvriers, et avaient une certaine implantation dans le secteur des mines de charbon de Charleroi. La Belgique fut envahie le 10 mai 1940, et entièrement occupée en 18 jours, une invasion qui désorganisa entièrement le groupe. Ses dirigeants furent arrêtés, sa presse cessa de paraître, et beaucoup de militants cessèrent toute activité. Quelques jeunes allaient malgré tout continuer à défendre les idées communistes et tenter de reconstruire un groupe révolutionnaire, dirigés par un militant âgé de 22 ans, Abraham

Léon. Celui-ci avait quitté la direction de l'organisation sioniste de gauche Hachomer Hatzair et avait rejoint le trotskysme un an plus tôt accompagné d'une vingtaine de ses camarades.

Le groupe parvient à rassembler quelques dizaines de militants, notamment ouvriers, sous le nom de Parti communiste révolutionnaire (PCR), distribuant leur journal à plusieurs centaines d'exemplaires dans la clandestinité, au risque de leur vie. Le nationalisme des organisations de la « Résistance », à commencer par le Parti communiste belge stalinisé, y est dénoncé. Celui-ci appelle à une alliance par-delà les classes avec la bourgeoisie belge et ses alliés anglais et français, dont les pays écrasent à eux trois plus du tiers de l'humanité sous la botte coloniale. L'autre volet du nationalisme du PCB est le mépris et la haine envers « les Boches ». Les militants du PCR rappellent au contraire que pour la grande majorité, derrière l'uniforme du soldat allemand, il y a un travailleur, un homme qui dans son pays a peut-être appartenu à un parti socialiste ou communiste et qui vit depuis dix ans sous la dictature du régime nazi, qui a subi le travail forcé, les salaires diminués, les privations et les horreurs de la guerre. Ces soldats ont toutes les raisons de s'opposer au régime nazi et aux capitalistes allemands qui l'ont mis en place. Les militants

trotskystes appellent donc les travailleurs belges à s'adresser aux soldats allemands pour mener ensemble la lutte de classe contre les capitalistes de tous les pays.

Le groupe réussira aussi à jouer un petit rôle dans la classe ouvrière. Du fait de l'occupation, la classe ouvrière belge, l'une des plus organisée d'Europe, s'était retrouvée sans dirigeants. Pour se lancer dans la « Résistance » nationaliste, le PCB avait abandonné la lutte dans les usines après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en juin 1941. Pourtant, la lutte de classe, elle, ne s'était pas arrêtée. Depuis le début de la guerre, l'exploitation s'était brutalement aggravée et on manquait de tout. Ces conditions, loin d'écraser la classe ouvrière, provoquèrent un élan de mobilisation débouchant notamment en mai 1941 sur la « grève des 100 000 » dans la région de Liège, qui inspira une grève massive dans le nord de la France un mois plus tard.

C'est dans ce contexte qu'un ex-militant du PCB ayant rejoint les trotskystes, Jules Davister, élu à la tête d'un comité de lutte dans les mines de charbon de Charleroi, fut élu à la tête de dizaines de milliers de travailleurs. Les puits connurent plusieurs mobilisations importantes sous la direction de ce comité, qui publia régulièrement un journal ouvrier dénonçant l'exploitation des mineurs, défendant les idées révolutionnaires et appelant à s'organiser et à préparer des luttes plus importantes.

Les militants du PCR, même peu nombreux, eurent le courage de maintenir leur activité même sous l'occupation, au risque de leur vie. Un dirigeant du groupe, Léon Lesoil, mourut en déportation en 1942. Abraham Léon, qui réussit par ailleurs à écrire, dans les conditions de l'occupation, *La conception matérialiste de la question juive*, mourut à Auschwitz en octobre 1944. Les écrits de *La Voie de Lénine* demeurent et ne peuvent qu'inspirer tous ceux qui veulent lutter contre le capitalisme et les guerres dans lesquelles il enfonce l'humanité.

5 septembre 2026

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,50 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochure, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière, à l'adresse :

www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

1936 en France - Crise, sursaut ouvrier et marche à la guerre

n° 185, 20 juin 2026 - 3 €

Corée 1980-1987 - Deux brochures sur le mouvement ouvrier de Corée du Sud

n° 184 - 3€

La Voie de Lénine - Un journal ouvrier révolutionnaire, trotskyste et internationaliste en Belgique pendant la Deuxième Guerre mondiale

n° 183 - 3€

Les États-Unis sous Trump : l'autoritarisme au service du grand capital

n° 182, 8 novembre 2025 - 3 €

Maghreb : les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants

n° 181, 10 mai 2025 - 3 €

De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples

n° 180, 15 mars 2025 - 3 €

Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?

n° 179, 1^{er} février 2025 - 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

n° 176, brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail
Accidents, décès, maladies professionnelles
édité par Lutte ouvrière - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page :
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

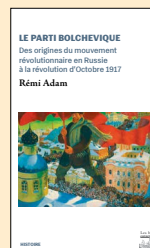
Dernières parutions

Le Parti bolchevique Des origines du mouvement révolutionnaire en Russie à la révolution d'Octobre 1917

Rémi Adam

Collection Histoire

448 pages - 21 €



J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimeur Avant 1848 et après - Souvenirs d'un vieux communiste

Friedrich Lessner

Collection Témoignages

152 pages - 11 €



J'ai allumé le feu Une grève, un collectif : Chausson 1975

Pierre Chaze

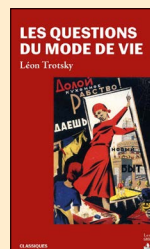
Collection Témoignages

160 pages - 11 €



Les Questions du mode de vie Léon Trotsky

Collection Classiques - 13 €



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
Lutte ouvrière - PAT
BP 20029 - 93501 Pantin cedex
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrero@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE
<http://www.vozobrero.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA
<http://www.the-spark.net>



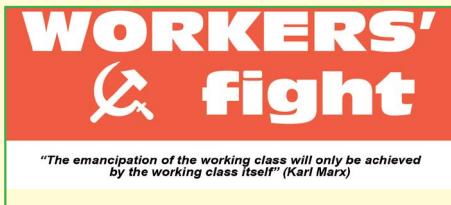
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE
Abonnement un an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>